

## ÉCONOMIE - DÉMOGRAPHIE

Mohamed SAIDI et Simone NASSÉ

Ce recensement bibliographique de la production scientifique éditée en 1993 sur l'économie dans les pays du Maghreb (au sens large) ne prétend nullement à l'exhaustivité. Notre ambition est d'offrir une orientation à tous ceux, spécialistes ou acteurs de la société civile, qui s'intéressent aux économies maghrébines. Les exigences de la coordination entre les différentes rubriques nous ont amenés à regrouper ci-dessous des notices bibliographiques touchant les domaines de l'urbanisation, de l'aménagement du territoire ou encore de l'environnement. Toutefois, seules les références à caractère économique ont été retenues dans cette section.

Le corpus présenté reflète les tendances observées dans la production documentaire au cours de l'année écoulée. A quelques exceptions près, l'ensemble des publications s'articule autour de trois axes majeurs :

- *l'ajustement structurel et les moyens déployés pour atténuer ses effets pervers,*
- *le désengagement de l'État ou les différents modes de privatisation,*
- *la dette et les restructurations monétaires et fiscales.*

En cette période de mutation des économies maghrébines, les programmes d'ajustement structurel, présentés comme la suite logique d'un choix nécessaire et rationnel, marquent fortement le mouvement éditorial. La « transition » se traduit par l'ouverture du commerce extérieur (surtout pour le Maroc et la Tunisie), les promesses de « convertibilité », la libération des prix et la suppression des monopoles, la refonte du système fiscal, l'assainissement des finances publiques et l'encouragement de l'initiative privée. Bien qu'il soit hasardeux d'avancer des jugements péremptifs sur la réussite ou l'échec des PAS, la quasi-totalité des études mentionnées ci-après, s'accordent dans la présentation positive des bilans de réformes structurelles. Toutefois, le désengagement de l'État ne semble pas se réaliser sans problèmes : notamment, dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'infrastructure (se reporter à ce propos à l'étude de Benachenhou). D'autre part, l'aggravation du problème du chômage et le maintien de la pauvreté à un taux plutôt élevé, méritent d'être considérés comme des zones d'ombre de l'application des programmes d'ajustement structurel.

Peuvent ainsi être mis en exergue pour cette année, les ouvrages de Khaled El Manoubi : *Industrialisation et compétitivité de la Tunisie* et Mourad Benachenhou : *Inflation, dévaluation, marginalisation*. Ce dernier offre à un public averti un cadre de réflexion critique et d'analyse sur les principaux débats d'aujourd'hui en Algérie. Notons aussi l'ouvrage de Najib Akesbi : *L'impôt, l'État et l'ajustement*. L'auteur s'y interroge notamment sur la possibilité d'un projet fiscal maghrébin qui induirait un espace homogène de solidarité zonale.

A l'exception de cette étude et de celle de Hocine Bénissad, peu d'intérêt est accordé à l'intégration horizontale inter-maghrébine, et nous n'avons pas connaissance d'études comparatives portant sur des problèmes similaires en Amérique latine ou en Asie par exemple. D'autre part, on pourra déplorer le caractère restreint de la production scientifique en langue arabe dans le domaine de l'économie.

Cette bibliographie reflète l'image des économies maghrébines en pleine mutation. Les questions qu'elle suggère doivent être méditées en profondeur : Comment parvenir à rationaliser une approche, déjà par elle-même si complexe, sans s'affranchir des pesanteurs du passé, et des luttes d'influence des multiples forces de pressions (endogènes et exogènes) soucieuses de leurs seuls intérêts propres et immédiats ? Comment apprécier l'évolution en cours et évaluer les résultats obtenus eu égard aux objectifs de développement et aux « idéaux unitaires » des pays concernés ? L'efficacité des restructurations dépendra de l'effort d'adéquation poursuivi par les États maghrébins.

## Analyses

• AKESBI (Najib). – **L'impôt, l'État et l'Ajustement.** – Rabat : Actes éditions, 1993. – 469 p.

Cet ouvrage de N. Akesbi, qui repose sur sa thèse d'État, concerne autant les économistes et les fiscalistes que les politologues qui s'interrogent sur le devenir des économies surendettées. En effet, la politique fiscale intéresse simultanément le capital et les détenteurs du pouvoir, qui l'utilisent, théoriquement, pour asseoir leur légitimité en réduisant les inégalités selon l'auteur. Comme le remarque F. Oualalou en préface, son analyse tient compte à la fois de l'évolution de la fiscalité marocaine sur la décennie qui vient de s'écouler (caractérisée par une libéralisation accrue du marché) et d'une remise en cause des certitudes anciennes concernant la réflexion sur le système productif périphérique soumis aux contraintes de la mondialisation et de l'ajustement. Son propos est de montrer que l'instrument fiscal a été relativement passif dans la conduite des politiques économiques et financières au Maroc et plus largement dans l'ensemble du Maghreb. L'ampleur de la crise des années quatre-vingt a cependant conduit à l'affirmation de la nécessité d'une réforme fiscale, qui est partie intégrante des programmes d'ajustements structurels, afin de limiter la tendance du système économique à être de plus en plus exclu.

Quatre questions majeures à l'adresse de la « politique fiscale de l'ajustement structurel » ordonnent la pensée de N. Akesbi : *Est-ce nouveau ?* L'auteur tente de déterminer des liens de filiation entre la « nouvelle culture fiscale » et les politiques traditionnelles. *Est-ce valable ?* Il s'agit de tenir compte des spécificités des économies du tiers-monde et des comportements des différents agents. *Est-ce viable ?* De quelle façon le système fiscal s'adapte-il aux particularités du système marocain ? *Est-ce possible ?* Le problème, selon l'auteur, est de savoir si la réforme fiscale peut être efficace dans le contexte et les conditions de l'ajustement structurel. Le rôle et les fonctions de l'État sont ici en question. Sa réflexion se décompose en deux étapes : après avoir analysé la politique fiscale de l'offre face aux réalités du tiers-monde – le modèle repose essentiellement sur le triptyque T.V.A., impôt général sur le revenu, et impôt sur les sociétés –, il s'interroge sur les différents aspects de la réforme fiscale dans la stratégie d'ajustement structurel, pour montrer que le surendettement des économies en développement impose sa logique : le déséquilibre financier interne et externe qu'il implique, ne laisse à l'État qu'une étroite marge d'action.

Le livre de N. Akesbi s'inscrit dans les débats actuels sur la mise en place du programme d'ajustement structurel au Maroc. C'est un plaidoyer pour « réformer la réforme », c'est-à-dire pour réfléchir à nouveau sur le sens même de l'impôt, sur sa capacité et sa vocation redistributives. C'est pourquoi il invite en conclusion à une « réhabilitation de la fonction distributive de l'impôt », et à un développement de l'impôt sur le capital dans les économies en développement. L'exemple marocain est pour lui l'occasion de montrer que malgré son aspect plus moderne, la fiscalité engendrée par l'ajustement structurel, considérée comme un vecteur essentiel du mode de fonctionnement des économies en voie de développement, demeure confrontée aux mêmes contradictions et ne parvient pas à s'affranchir d'une longue tradition ni de pressions qui font obstacle à sa mission d'instrument de négociation de l'État qui continue à chercher des voies de légitimation. Pour finir, nous soulignerons les préoccupations de N. Akesbi vis-à-vis de la constitution d'un Maghreb uni. Les systèmes fiscaux maghrébins, soumis aux ajustements structurels connaissent tous de profondes mutations de nature semblable, qui pourraient, selon F. Oualalou, participer à l'effort de coopération entre les économies de ces pays et par conséquent accélérer la constitution d'espaces de solidarité politique. (Myriam Catusse).

• **BENACHENHOU (Mourad). – Inflation, dévaluation, marginalisation.**  
Alger, Dar Ech'rif, 1993, 153 p.

Ancien directeur exécutif de la Banque Mondiale, Mourad Benachenhrou était particulièrement qualifié pour traiter globalement des réformes négociées par l'Algérie avec les institutions internationales en vue d'un retour à la rigueur économique.

L'augmentation excessive de la demande intérieure sans amélioration de la productivité, l'élevation des coûts de production et enfin la gestion déficiente de l'outil de production (corruption, création monétaire abusive, gaspillage) représenteraient les principaux signes d'un dérèglement général de l'économie algérienne, qui se traduit par l'inflation.

Cette inflation saperait la politique d'industrialisation suivie pendant les vingt dernières années, et ne saurait être maîtrisée ni par le recours à la dévaluation, ni par la privatisation, ni d'ailleurs par la restructuration monétaire. Car, souligne l'auteur, l'économie algérienne a déjà souffert de la surévaluation monétaire. De surcroît, cette politique aurait induit des distorsions dans les importations, en contradiction avec les objectifs déclarés de la stratégie d'industrialisation. Les mesures de relance de l'économie basées sur la privatisation partielle ou totale de l'appareil de production, ne peuvent réussir que si un frein est mis aux tendances inflationnistes. Or, l'absence de ressources financières stables rend difficile le redressement économique.

Les négociations avec la Banque Mondiale et le FMI ont conduit les gouvernements successifs à adopter des mesures de libéralisation du commerce extérieur, qui vont au-delà des règles propres du GATT. Ces nouvelles orientations ont porté préjudice tant à l'appareil de production qu'à l'approvisionnement rationnel du marché intérieur. La dévaluation, dans une atmosphère de spéculation, a accentué les problèmes économiques du pays ; le secteur industriel déjà en crise, n'est pas apte à subir en même temps que la concurrence de produits importés, un accroissement de ses charges financières induit par la dévaluation.

Cet ouvrage se veut aussi une synthèse de dépassement : l'adoption d'une stratégie de financement extérieur basée sur une réduction du service de la dette et le refus du statu quo formeraient une condition sine qua non à une amorce de réindustrialisation en Algérie. Le rééchelonnement de la dette devient alors une urgence, peu coûteuse si on la compare à son alternative : l'effondrement économique dont est menacé le pays si la politique d'étranglement financier, auto-imposé, se perpétue.

Loïn de toute démagogie et dans un souci pragmatique, l'auteur préconise la transparence et l'accessibilité de l'information économique. Quant à l'État, il doit assurer son rôle de maintien de la stabilité, en assurant une répartition équitable des richesses nationales et en veillant à la promotion d'une majorité citoyenne compétente : « La transparence de l'information, écrit l'auteur, implique la transparence des règles de gestion de l'État et de ses institutions administratives, dont le fondement est une fonction publique au-dessus de tout soupçon ». (Mohamed Saidi).

- Le commerce extérieur dans le nouveau contexte des relations internationales, *Revue algérienne des relations internationales*, bilingue, (24), avr.-juin 1993, 152 p.

Ce dossier réunit les cinq interventions principales du symposium organisé à Alger par l'Institut Supérieur de Gestion et de Planification (ISGP), du 30 janvier au 1<sup>er</sup> février 1993. M. K. Kwasny, expert de la CNUCED, et Bruno Lanvin, chef de l'unité de planification stratégique de la CNUCED, analysent d'abord l'évolution du commerce international et ses implications pour les pays en voie de développement, au regard des événements récents : chute de l'URSS et accords de l'Uruguay Round. L'augmentation de la part des pays en développement dans la valeur des exportations mondiales d'articles manufacturés cache des situations disparates, et tient pour l'essentiel à l'augmentation de la part d'une quinzaine de pays. La globalisation du commerce international a au total des effets négatifs pour les pays en développement, car la technologie de la communication exige une innovation permanente, et une souplesse d'organisation, dont ne disposent pas les pays en développement. La conséquence immédiate en est un creusement de l'écart entre pays en développement et pays industrialisés. Face à cette évolution, ces experts préconisent une nouvelle stratégie des pays en voie de développement. Celle-ci ne saurait être improvisée, elle doit obtenir la participation des acteurs du commerce extérieur. Son succès, comme le montre D'Assier dans son rapport sur « la promotion du commerce mondial », repose tout autant sur la définition d'actions à mener que sur la formulation ou l'explication de ces actions aux différents acteurs du commerce extérieur et sur la prévision de leurs réactions. M. Djedquani (« Politique du commerce extérieur : évolution et perspectives ») et Ali Touati et Rachid Sekak (« Gestion de la dette et financement du commerce extérieur ») s'intéressent à cette stratégie sous l'angle de la situation algérienne. Ils exposent les réformes législatives du commerce extérieur algérien depuis 1986 ainsi que leurs dysfonctionnements, puis les conséquences de l'endettement de l'Algérie sur son commerce extérieur. Un dossier important ; on regrettera toutefois l'absence de données chiffrées ou d'exemples précis des effets de la globalisation des échanges internationaux pour les pays en développement. (Valérie Outteryck).

- EL MANOUBI (Khaled). – **Industrialisation et compétitivité de la Tunisie.** Tunis, l'Or du Temps, 1993, 160 p. (Opinions).

La Tunisie possède depuis au moins deux générations une intelligentsia hautement qualifiée, réduite en nombre certes, mais déterminée dans ses combats contre le dogmatisme. C'est en opposition à la suffisance et aux a priori que l'ouvrage de Manoubi se déploie dans une construction méthodologique rigoureuse : son hypothèse est que « la rationalité, qu'elle soit économique ou autre, n'existe pas à l'état pur et qu'elle est indissolublement liée à son contexte réel ». Industrialisation-Nation-Compétitivité sont ainsi, les trois mots clés qui président à la compréhension du livre. En s'appuyant sur le concept de développement capitaliste de la nation, l'auteur montre son caractère opérationnel dans la compréhension et l'évaluation de la compétitivité industrielle entre les pays. L'intégration des concepts d'État et de nation au sein du corpus théorique de la science économique revêt à notre point de vue, un grand intérêt pour évaluer les interactions possibles entre les aspects politiques et les aspects économiques dans le processus d'industrialisation. En l'absence de toute mesure de protection il est urgent d'évaluer les capacités de résistance des systèmes productifs et leur compétitivité au niveau international.

Ce travail, dérivé d'une étude commandée par l'agence de Promotion de l'Industrie, procède à une évaluation de la situation du système productif tunisien par rapport à la dynamique de l'économie mondiale. Même s'il considère que l'entreprise demeure importante pour indiquer le niveau de compétitivité d'un pays, c'est la nation considérée comme expression locale de la forme sociale capitaliste mondiale, qui en reste le baromètre par excellence. L'analyse de l'évolution du tissu industriel de la Tunisie, mais surtout de son développement capitaliste (niveau de formation, participation des femmes à l'emploi, part de l'emploi agricole, taux d'urbanisation...) permet à l'auteur d'éclairer les coins d'ombre des performances de l'industrialisation de la Tunisie durant

les trois dernières décennies. Il démontre comment la politique économique de l'État-Nation des années soixante a délaissé les exigences de la compétitivité internationale. Il décrit le protectionnisme étatique, rendu possible par la rente (pétrole, tourisme, émigration), accompagné d'une hausse administrée de salaires et des investissements, considérée comme une fin en soi dans le cadre d'une politique de légitimation sociale. C'est pourquoi en Tunisie, « l'avènement de l'industrie exportatrice à compétitivité fondée sur l'intensité du travail a été en retard de près de dix ans au regard du degré de développement capitaliste du pays qui le place juste derrière les nations nouvellement industrialisées ». Après l'épuisement de la rente, une réforme s'impose pour pouvoir recueillir les fruits de la redistribution des investissements dans une économie mondiale en pleine mutation. Les deux maîtres mots de cette réforme seraient le désengagement de l'État et l'encouragement de l'investissement privé. Reste à savoir si ces mesures, dans le droit fil de l'orthodoxie de la Banque Mondiale, permettraient à l'économie tunisienne d'accueillir dans les meilleures conditions les investisseurs étrangers. (Mohamed Saidi).

• La Méditerranée assassinée (sous la direction de Monique Berlan-Darqué et Bernard Kalaora). – *Peuples méditerranéens*, n° 62-63, janvier-juin 1993.

Ce numéro spécial de la revue *Peuples Méditerranéens* est consacré à l'environnement de la Méditerranée, sous son aspect physique : les différents articles isolent les causes de détérioration et leurs impacts sur l'espace social que représente la région. Présentant leur ouvrage, M. Berlan-Darqué et B. Kalaora émettent quelques réserves et préviennent les critiques : la richesse et la diversité des milieux que recèle la Méditerranée aurait sans doute appelé à plus de nuances dans la construction de l'objet. Par ailleurs, la dégradation physique ne doit pas cacher les éléments de déliquescence culturelle et sociale ; tout au contraire les deux dynamiques doivent être mises en perspective, selon les auteurs, pour mesurer l'ampleur des transformations du milieu qui l'affectent. Par ailleurs les discours se doivent de rester prudents : la question de la déconstruction des liens socio-culturels est assurément une clé essentielle et commune pour la compréhension de ces multiples phénomènes. La dramatisation du bilan, affirment les auteurs, est à mettre en relation avec un « imaginaire fantasmé ». Il n'en demeure pas moins qu'un état des lieux s'aurait nécessaire pour répondre aux controverses sur les problèmes écologiques planétaires, sur le « changement global ». Ainsi, la leçon que tirent les auteurs de la lecture de ces articles consiste à affirmer que la solution aux déséquilibres, aux désagréments écologiques demeure la « re-création du social », la Méditerranée étant « consommée par des sociétés anomiques ».

Le numéro se décompose en cinq parties, consacrées respectivement aux approches écologiques de type prospectif, aux relations entre la société et l'environnement, à la réflexion sur la pensée planificatrice à propos de la nature (notamment par le biais d'une interrogation sur le rôle des États), aux différentes formes de luttes écologiques et enfin, au discours sur la catastrophe.

Les auteurs mettent ainsi en évidence les conséquences de la croissance démographique, de l'afflux touristique, de l'urbanisme sauvage ou de la pollution de la mer, et s'interrogent sur les mécanismes de mobilisations, étatiques ou non, pour renverser la tendance destructive : « Le désastre peut-il être salvateur ? ». Les divers articles, consacrés à la région entière ou à des problèmes plus locaux, étayent l'idée que l'on est peut-être en présence d'une prise de conscience et d'une inversion du processus d'anomisation de la région. (Myriam Catusse).

• ZARTMAN (William), HABEEB (William Mark), ed. – **Polity and Society in contemporary North Africa : State, culture and society in Arab North Africa**. – Boulder, Westview Press, 1993, 280 p.

Cet ouvrage collectif est présenté par I. W. Zartman et W. M. Habeeb comme le fruit d'une nouvelle vague de réflexions américaines sur l'État et la société au Maghreb, après de profondes mutations de l'ordre international. Aux yeux des auteurs, la rapide croissance démographique, l'augmentation parfois dramatique de la migration des zones rurales vers les centres urbains, sont autant de facteurs d'explication du taux particulièrement élevé de chômage ou du phénomène de désaffection de la jeunesse. La question du développement reste essentielle et confronte les États à de nombreux défis économiques :

comment devenir et rester compétitif dans un marché des échanges internationaux évoluant rapidement? De quelle façon faire face à l'aspiration populaire à l'éducation et à l'amélioration du statut social? La seconde section de l'ouvrage est particulièrement consacrée à l'étude de changements économiques et sociaux.

Les analyses empruntent à divers champs de préoccupations: R. Payne s'attache à décrire et à analyser les motivations endogènes et exogènes des politiques de réformes économiques qui touchent l'ensemble du Maghreb. Face à une crise économique profonde et constante, les différents États ont usé de diverses stratégies. M. Tessler, pour sa part, observe le phénomène de la jeunesse, dans la perspective d'une étude du malaise social et d'une nécessaire dynamique de revitalisation de la communauté économique et sociale. Son propos est d'étudier la dynamique par laquelle la jeunesse urbaine décharge ses frustrations d'aspirations non assouvies. H. Ait Amara et N. S. Hopkins se consacrent au monde rural de l'Afrique du Nord en totale mutation politique, démographique, sociale et économique. Ils se concentrent respectivement sur l'évolution de la propriété foncière et sur les structures sociales des groupes locaux.

La vocation de l'ouvrage est de provoquer un nouvel intérêt de la part des scientifiques pour l'étude de la région. Les articles consacrés aux changements économiques offrent l'avantage de s'intéresser tant aux bouleversements économiques qu'aux implications sociales que ceux-ci entraînent. C'est l'intérêt de la perspective pluridisciplinaire qu'ont choisie les auteurs qui désiraient produire une vue globale de la région. (Myriam Catusse).

## Bibliographie en langues européennes

### MAGHREB

– ABDEL-FADIL (Mahmoud), AYUBI (Nazih), OUALALOU (Fathallah), HERMASSI (Abdelbaki). – **Stato ed economia nel mondo arabo**. Torino, Edizioni della Fondazione Giovanni Agnelli, 1993, 85 p.

Analyse des problèmes et perspectives d'une région dont la stabilité économique et politique est cruciale pour les équilibres internationaux. L'auteur s'intéresse particulièrement aux rapports entre l'État et le marché, au rôle croissant du Maghreb dans ses relations avec l'Europe et la coopération en Méditerranée.

– AIT AMARA (Hamid). – Demographic Pressures and Agrarian Dynamics. *in Polity and society in contemporary North Africa*. Boulder; Oxford, Westview Press, 1993, p. 123-138. (State culture and society in arab North Africa).

(Analyse *supra*).

– AL-SUWAIDI (Ahmed). – Countertrade and the arab world: A comparative view. *Arab law quarterly*, vol. 8 (4), 1993, p. 273-287.

Les différentes formes de marchés compensatoires dans le monde arabe, depuis la période pré-islamique jusqu'à nos jours: avantages et désavantages de cette méthode d'échange et de transaction.

– ALLAYA (Mahmoud). – **MEDAGRI. Annuaire des économies agricoles et alimentaires des pays méditerranéens et arabes. 1993**. Centre International de Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes. Montpellier, IAM, 1993, 370 p.

Tableaux statistiques par pays sur la population, les indicateurs macro-économiques, les produits agricoles, la consommation des ménages et l'alimentation, les structures agraires, l'industrie agro-alimentaire, le commerce extérieur, la production agricole et les rendements.

– BENMATTI (Nadir A.), GIZARD (Xavier). – Recompositions régionales. *in* Unifications économiques et recompositions régionales en Méditerranée. *Revue marocaine d'économie et de droit comparé* (19), 1993, p. 465-491, 509-517.

Dans cet atelier N.B. parle de l'aménagement du territoire au Maghreb. Quelle démarche commune pour l'avenir? Aujourd'hui l'option pour le Maghreb d'une démarche concertée en matière d'aménagement du territoire, conforterait la construction de l'UMA, et aiderait les décideurs des différents États à améliorer les politiques nationales d'aménagement. X.G. aborde les stratégies de développement de l'Europe du Sud et de coopération en Méditerranée : convergence ou contradiction.

– BENISSAD (Hocine). – De l'intégration maghrébine et du partenariat euro-maghrébin. *Finances et développement au Maghreb* (12), juin 1993, p. 2-13.

Le champ privilégié de l'Union du Maghreb se situant dans l'économie, l'auteur commence par analyser les structures du commerce extérieur du Maghreb et le poids de la CEE. Puis il étudie les conditions à remplir pour permettre une intégration véritable et durable des économies maghrébines en envisageant les étapes qu'elle pourrait connaître (intégration « construite », intégration par le marché). Enfin il propose d'humaniser les relations entre l'Europe et le Maghreb pour que la CEE puisse inciter ces pays à dépasser les obstacles à l'intégration par des actions financières, technologiques et commerciales, et enfin politiques (soutien à la démocratisation).

– BERAUD (Philippe). – Vers une intégration transméditerranéenne. *in* Avenirs maghrébins. *Les Cahiers de l'Orient* (31), juil.-sept. 1993, p. 137-146. L'économie maghrébine doit non seulement dépasser les frontières nationales mais aussi celles des blocs constitués (CEE, UMA,) pour s'orienter de plus en plus vers un espace méditerranéen.

– BERRADA (Abdallah). – Perspectives démographiques du Maghreb. *Al asas* (115), 1993, p. 32-35.

La première partie traitant des politiques démographiques maghrébines, de l'évolution démographique qui laisse présager des perspectives moins dramatiques que celles précédemment prévues a été publiée dans le numéro 114 de 1992. Dans cette seconde partie l'auteur résume ici des perspectives dérivées dans les domaines des populations active et scolaire de l'exode rural. Il insiste beaucoup sur le fait que la composante démographique devrait être considérée comme une contrainte importante pesant sur le processus de croissance des trois pays du Maghreb.

– BISSON (Jean). – **Développement et mutations au Sahara maghrébin.** Centre Régional de Documentation Pédagogique. Tours, CNDP, 1993, 172 p.

– Le texte a pour objet de faire le point des connaissances sur le Sahara (qui n'est pas une région en voie d'abandon), en partant des mutations qui l'ont affecté depuis 30 ans et accompagné d'une urbanisation sans précédent. Cette urbanisation est la toile de fond de la plupart des transformations, conditions du développement agricole, vie nomade, désertification, développement du tourisme, industrialisation. Suit un commentaire de chacune des dispositifs regroupées par chapitre.

– BOIVERT (Michel), SENOUCI (Lahouari). – L'eau au Maghreb. Stratégie de mobilisation, pratiques tarifaires et préoccupations environnementales. *in* La Méditerranée assassinée. *Peuples méditerranéens* (62-63), janv.-mars 1993, p. 217-233.

Les pays du Maghreb souffrent d'un déficit chronique d'eau. Cette situation montre la limite des approches sectorielles dominées par des solutions d'ordre technique. A ces approches sectorielles devrait se substituer une approche globale prenant en compte les implications sociales, politiques, culturelles et économiques de l'eau.

- BOUOUIYOUR (Jamal), BRUGNES (Marie-Paule), MELLA MARQUEZ (José-Maria), LOPEZ LOPEZ (Asuncion). - Commerce international et espaces méditerranéens. *in* Unifications économiques et recompositions régionales en Méditerranée. *Revue marocaine d'économie et de droit comparé* (19), 1993, p. 21-119.

J.B. procède à l'analyse de tableaux d'échanges commerciaux qui sont le produit de trois facteurs : une capacité à exporter, une capacité à importer, un effet de ressemblance entre les régions. Une application de modèles de quasi-indépendance et de quasi-symétrie est présentée pour les régions françaises et les pays du Maghreb ; M.P.B. étudie les relations commerciales de la région Midi-Pyrénées et du Maroc ; J.M. M.M. et A.L.L. abordent les relations économiques et intégration méditerranéenne vue d'Espagne, une approche régionale. Les auteurs donnent une vision d'ensemble des relations économiques de l'Espagne avec le Maghreb : échanges commerciaux, mouvements de capitaux et flux d'émigration. Analyse du commerce qui existe entre les différentes régions espagnoles et les pays du Maghreb.

- CHAHOUL (Khedidja). - Les échanges commerciaux inter-maghrébins. *Conjoncture études et informations économiques* (174), août-sept. 1993, 8 p.

- CHANSON-JABEUR (Chantal). - Métropole du Maghreb et transport collectif. *Correspondances* (3), fév. 1993, p. 3-6.

- Commissariat Général du Plan. **L'Europe, la France et la Méditerranée : vers de nouveaux partenariats : Rapport de l'atelier « Méditerranée-Moyen-Orient » du groupe « Monde-Europe ».** Préparation du XI<sup>e</sup> Plan. Avant-propos de J.B. Foucauld, sous la présidence de Yves Lacoste. Paris, La Documentation Française, 1993, 181 p.

(Ouvrage analysé dans la section Vie Politique).

- CORDELIER (Serge), dir., DIDOT (Béatrice), dir. - **Annuaire économique et géopolitique mondial.** 13<sup>e</sup> éd. Paris, La découverte, 1993, 626 p. (L'État du monde).

- ECHEVERRIA JESUS (Carlos). - Origen, evolucion y perspectivas de la Cooperacion entre la Comunidad Europea y los paises de la Union del Magreb Arabe. *in* **El Magreb : concertacion, cooperacion y desafios.** Madrid, Agencia espanola de cooperacion internacional, 1993, p. 129-246 (Politica arabe contemporanea ; 3).

L'auteur examine la coopération entre la CEE et le Maghreb dans le cadre de la politique communautaire européenne, la coopération pays par pays (négociations algéro-communautaires sur le gaz, relations commerciales et balance de coopération financière entre le Maroc ou la Tunisie avec la CEE). Il étudie les nouveaux schémas de coopération, proposés après la crise de la politique méditerranéenne de la CEE (Politique Méditerranéenne Rénovée).

- GHOMARI (Mohamed). - La coopération technologique au niveau du bassin méditerranéen. *Revue juridique et politique indépendance et coopération* (3), sept. 1993, p. 439-445.

Les pays du sud de la Méditerranée ne semblent pas en mesure de se doter seuls de technologie adaptée au développement. D'où la nécessité d'un transfert venant du nord.

– GHORBEL (Abdelfettah), CHEVALIER (Agnès), KESSLER (Véronique), KHADER (Bichara), MARTIN MUNOZ (Gema). – Problemas demograficos en el Mediterraneo occidental. in **Explosion demografica, empleo y trabajadores emigrantes en el Mediterraneo occidental**. Granada, Universidad, 1993, p. 21-105 (Biblioteca de Ciencias Politicas y Sociologia. Monografias).

– HOPKINS (Nicholas S.). – Local Societies. in **Polity and society in contemporary North Africa**. Boulder; Oxford, Westview Press, 1993, p. 168-185 (State culture and society in Arab North Africa).  
(Analyse *supra*).

– HOTTE (Y). – How to change from small systems to great networks. Synthesis of reports. *Revue de l'énergie* (450), 1993, p. 456-462.  
Analyse des perspectives de développement de grands réseaux de distribution de l'électricité et des problèmes spécifiques d'interconnexion, à l'aide de cas précis en Algérie, au Maghreb et en Afrique du Sud (Cnrs-Francis).

– KHETTOUCH (O). – Le gazoduc Maghreb-Europe North Africa-Europe gas pipeline. *Le Pétrole et le gaz arabes*, vol. 25 (585), 1993, p. 39-43.  
La construction devrait démarrer en 1993, pour une mise en service en 1995. Le planning de réalisation du projet est présenté. Les retombées économiques, pour les pays concernés et notamment le Maroc, sont discutées (Cnrs-Francis).

– KRIMI (K.). – L'Union du Maghreb arabe. Histoire d'une édification. (Dossier). *Conjoncture études et informations économiques* (170), avr. 1993, 12 p.  
Publication du texte du traité instituant l'Union du Maghreb Arabe le 17 février 89. Présentation des décisions, concernant la stratégie maghrébine de développement commun qui a été adoptée lors des quatre sessions tenues entre janvier 90 et septembre 91.

– LABIDI (Moez). – La modélisation de l'endettement : Formulation du risque et dérive micro-économique. *Revue tunisienne d'économie et de gestion* (11), juin 1993, p. 148-165.

Dans cette étude de portée générale et après un bref rappel historique de la minuscule place accordée par la théorie classique à l'endettement comme cause principale de la colonisation, l'auteur passe en revue les différents modèles (micro-économique et macro-économique) adoptés pour théoriser la dette. Il souligne, l'importance des modèles qui intègrent aussi bien le comportement de l'emprunteur que celui du prêteur. Néanmoins, la complexité théorique, les hypothèses restrictives, les incertitudes intrinsèques à la théorie économique et la diversité des profils d'emprunts, d'échange ou de production des pays en voie de développement réduisent considérablement la portée explicative de ces modèles. Enfin, l'auteur s'interroge judicieusement sur l'efficacité d'une telle modélisation : ... « Les recommandations, dit-il, en matière de politique économique, vont-elles dans le sens d'une stratégie de désendettement ? ou visent-elles seulement à repousser le spectre du défaut en augmentant l'efficacité des mesures de repréailles et ceci à travers l'ouverture du pays endetté sur l'extérieur ? ».

– LEBDIOUI (Salah). – La CNUCED : 25 ans déjà. *Revue algérienne des relations internationales* (17), janv.-mars 1990, p. 67-78. (Reçu en 1993).  
Bilan de vingt-cinq années de la CNUCED. Analyse de ses structures, de son fonctionnement, des différentes conférences qui se sont tenues depuis sa création en 1964, du rôle joué par le groupe des 77, notamment par l'Algérie, des limites et perspectives de cette institution.

- La Méditerranée assassinée. *Peuples méditerranéens* (62-63), janv.-mars 1993, 462 p.

(Analyse *supra*).

- MEZDOUR (Salah). - Les déséquilibres économiques en économie ouverte (cas du Maghreb). *Les cahiers du monde arabe* (106-107), 1993, p. 1-19.

Étude consacrée aux origines et au développement des déséquilibres au Maghreb. La réduction de la dépendance et des déficits nécessite une redéfinition des termes de l'insertion dans la division internationale du travail. Le but serait la généralisation de l'industrialisation seule capable de répondre aux impératifs de production et d'emploi. (Se reporter aussi à la *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, vol. 31 (3), juil.-sept. 1993, p. 511-529).

- MIR (Pere). - Centre d'Estudis Sobre la Pau i el Desarmament. **Economy and the Foreign Sector in the States of the Arab Maghreb Union (the decades of the 1970s and 1980s)**. Barcelona, Univ. autonoma, 1993, 119 p. (Working Papers).

Principales caractéristiques des dynamiques économiques des pays de l'Union du Maghreb Arabe en relation avec leurs divers partenaires étrangers. Textes accompagnés de tableaux statistiques.

- NSOULI (Saleh), CORNELIUS (Peter), GEORGIOU (Andreas). - Le dur passage à la convertibilité monétaire en Afrique du Nord. *Finances et développement au Maghreb* (12), juin 1993, p. 24-29.

Depuis quelques années le Maroc, la Tunisie et l'Algérie appliquent des politiques d'ajustement destinées à terme à instaurer la convertibilité du compte courant (excluant les mouvements de capitaux). Chacun a utilisé une approche différente pour y parvenir. L'auteur présente d'abord les motifs de cette recherche de convertibilité, puis les conditions à remplir pour y parvenir. Il analyse les faits et les résultats pour les trois pays. Il note enfin le chemin encore à parcourir et fait des observations sur les conséquences du choix d'une méthode pour y parvenir. Suit un article de Bernard Cherlonneix sur « les degrés de la convertibilité monétaire ou quelques considérations intempêtes sur l'actualité monétaire mondiale ».

- OCDE. - **Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays en développement : versements, engagement, indicateurs économiques : 1988-1991**. Paris, OCDE, 1993, 329 p.

- OUNAIES (Skander). - Le financement des investissements industriels manufacturiers en Algérie et en Tunisie : approche sociétale comparative 1970-1991. *Finances et développement au Maghreb* (12), juin 1993, p. 45-57.

Le but de cet article est de montrer que les « choix » économiques et financiers effectués par un pays ne sont pas neutres. Ils sont liés à toute une structure sociale. Situait sa réflexion dans les travaux de M.M. Maurice, Sellier et Sylvestre, l'auteur réfléchit à l'articulation de l'économique et du sociétal dans le mode de financement des investissements industriels manufacturiers en Algérie et en Tunisie. Deux schémas très précis sur le fonctionnement du système bancaire algérien et tunisien.

- PAYNE (Rhys). - Economic crisis and Policy reform in the 1980s. in **Polity and society in contemporary North Africa**. Boulder; Oxford, Westview Press, 1993, p. 139-167 (State culture and society in Arab North Africa).

(Analyse *supra*).

– PERENNES (Jean-Jacques). – **L'eau et les hommes au Maghreb. Contributions à une politique de l'eau en Méditerranée.** Paris, Karthala, 1993, 644 p.

Les potentialités en eau et les politiques hydrauliques différentes des 3 pays du Maghreb, qui ont misé sur l'irrigation et entrepris de grands travaux coûteux (barrages, périmètres irrigués) : ils ont favorisé le maraîchage d'exportation, au détriment des céréales et de l'autosuffisance alimentaire. L'auteur dresse un bilan détaillé des politiques hydro-agricoles mises en œuvre et de l'intervention plus ou moins grande de l'État, qui peut bouleverser la vie rurale. Le déséquilibre hommes-ressources en eau urbaine et agricole, et le défi de nourrir et d'alimenter en eau les populations en pleine explosion démographique. Se reporter au compte rendu de Abadallah Chérif in la *Revue Tunisienne de Géographie*, 1993, numéro 23-24, p. 129-132.

– RABAH (Sadok). – Géopolitique de l'énergie au Maghreb – Geopolitics of energy in Magreb. *Revue de l'énergie* (450), 1993, p. 416-421.

Description de la situation énergétique de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc, en 1990 : réserves, production, bilan énergétique par vecteur et par secteur, place de l'électricité et du gaz naturel. Présentation de la politique de coopération au sein de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) et des orientations de politique énergétique (Cnrs-Francis).

– SEFIANE (Omar). – **Les pays en développement et la préservation du milieu marin : le cas du Maghreb.** Univ. de Droit d'Économie et des Sciences, Aix-en-Provence, 1993, 358 p. Th. nouv. régime, dir. Maurice Flory.

Cette étude aborde la question de la mer, considérée autrefois comme réserve inépuisable de ressources naturelles. Le développement industriel qu'a connu un grand nombre de pays a permis, une amélioration des conditions matérielles d'existence de l'homme, mais a eu comme effet négatif d'exploiter le milieu marin de façon incontrôlée. L'évacuation en mer par exemple peut causer de graves problèmes et entraîner une grande perte économique pour les populations qui vivent de la mer ou du tourisme.

– SID AHMED (Abdelkader) – Les relations économiques entre l'Europe et le Maghreb. in *L'Europe et le Tiers-Monde*, sous la direction de Philippe Hugon. *Revue Tiers-Monde* (136), oct.-déc. 1993, p. 759-780.

– SPENCER (Claire). – **The Maghreb in the 1990s. Political and economic developments in Algeria, Morocco and Tunisia.** London : Brassey's, 1993, 64 p. (Adelphi paper ; 274).  
(cf. Section Vie Politique).

– TABUTIN (Dominique). – Démographie et environnement dans le sud et en Afrique méditerranéenne : Faits, doctrine, approche et cadres conceptuels. *Les cahiers du monde arabe* (105), 1993, 41 p.

L'équation population-environnement : Étude des doctrines et de quelques cadres analytiques et conceptuels. L'Afrique du Nord est choisie comme objet d'étude privilégié pour faire une projection sur l'accroissement de la population jusqu'en 2025, et les conséquences sur l'environnement.

– TALHA (Larbi). – Relations Europe-Maghreb. La question des investissements directs. in *L'Europe et le Tiers-Monde*, sous la direction de Philippe Hugon. *Revue Tiers-Monde* (136), oct.-déc. 1993, p. 927-935.

– Unifications économiques et recompositions régionales en Méditerranée. *Revue marocaine d'économie et de droit comparé* (19), 1993, 554 p.

Troisième colloque du GRERBAM. L'unification économique euro-méditerranéenne est totalement asymétrique dans un espace hétérogène : un flux de marchandises, de capitaux entre les 2 rives peut être marginal pour l'Europe et fondamental pour les pays

de la rive sud. Mais cela laisse une marge de manœuvre, une possibilité d'action. L'Europe pendant les trente dernières années a été déconnectée des pays de la rive sud par l'évolution de l'économie mondiale, maintenant que se dessine une régionalisation de l'économie mondiale en grande zone, la Méditerranée saura-t-elle saisir la balle au bond ?

- VALMONT (André), ed. - **Économie et stratégie dans le Monde arabe et musulman**. Montrouge, Editions EMAM, 1993, 256 p. (5<sup>e</sup> édition).

Présentée sous la forme d'un annuaire, cette 5<sup>e</sup> édition présente, outre les analyses régionales (Afrique du Nord, Péninsule arabique, Proche-Orient) et les rubriques actuelles de synthèses économiques, cinq études thématiques concernant : Impasses économiques et sociales en Algérie (1962-1992) par A. Valmont ; Étude d'économie politique : Nouvelles alliances et structures, le rôle de la Turquie-Iran en Asie Centrale par R. Freitag-Wirringhaus ; Bilan et perspectives des relations économiques euro-arabes par G. Corm ; Le Yémen, trois ans après l'unification par B. Destreumeau et enfin une étude juridique, de la coopération à la zone de libre-échange entre la CEE et des États arabes du Golfe par D. Charles-Le Bihan.

- ZARTMAN (William), HABEEB (William Mark), ed. - **Polity and Society in contemporary North Africa : State, culture and society in Arab North Africa**. - Boulder, Westview Press, 1993, 280 p.

(Analyse complémentaire de cet ouvrage dans la section Vie politique).

- ZOUARI (Ezzedine). - La zone monétaire optimale selon le critère de l'élasticité zonale. *Revue tunisienne d'économie et de gestion*, vol. 8 (11), juin 1993, p. 171-194.

L'auteur reprend un vieux concept d'intégration économique qui est la zone monétaire optimale. Dans la problématique du regroupement des régions ou despays, les économistes utilisèrent la Z.M.O. pour jauger les dynamiques d'ajustements (le plein emploi, l'équilibre extérieur et la stabilité des prix).

## ALGÉRIE

- AIT OUZZOU (Mohand). - Éléments de distribution des revenus salariaux. *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, vol. 31 (1), janv.-mars 1993, p. 95-100.

Après avoir examiné la politique actuelle des salaires mise en place par le gouvernement, l'article s'interroge sur la possibilité d'un nouveau système de rémunération du travail, fondé non sur une augmentation uniforme des salaires mais sur une distribution sélective des revenus salariaux.

- AINOUCHE (M.C.). - **L'essentiel de la fiscalité algérienne**. Alger, Hiwarcom Editions, 1993, 283 p.

Conçu comme un manuel d'initiation aux mécanismes fiscaux, cet ouvrage présente les principaux aspects de la fiscalité algérienne. Né sous la colonisation et reconduit à l'indépendance, le système fiscal était le résultat d'une problématique de développement éloignée de toute logique. Il faudra attendre les réformes fiscales successives pour corriger alors les ambiguïtés du système. L'auteur développe de façon très détaillée le volet principal de la réforme structurelle du système fiscal, relatif à la TVA. Il aborde ensuite l'étude de la taxe sur les opérations de banque et d'assurance (TOBA), de l'impôt sur le revenu global (IRG), de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, de l'impôt sur le patrimoine et en dernier lieu le système des taxes foncières. La toute dernière partie est consacrée aux autres mesures fiscales introduites par la Loi de finances pour 1993 à savoir, les modifications relatives à l'octroi d'avantages fiscaux particuliers et celles relatives aux droits de timbre.

– **Algérie. Annuaire des entreprises.** Rouiba (Alger), A.N.E.P., 1993, 604 p.

Très utile document destiné aux opérateurs économiques et aux chercheurs : présentation enrichie de 6 000 entreprises publiques, locales et privées : localisation, année de création, production, prestations, planches, divers index... (Cnrs-Francis).

– BALI (Hamid). – **Inflation et mal-développement en Algérie.** Alger, OPU, 1993, 247 p.

Le problème de l'inflation en Algérie est la résultante des excès des périodes antérieures, tant au niveau des politiques monétaires qu'au niveau des déséquilibres engendrés par la politique de développement dans les divers secteurs d'activités. En partant de l'identification de l'inflation, cet ouvrage analyse en détail, les causes et les effets du processus inflationniste qui menace de dégénérer en « hyperinflation », selon la formule utilisée par l'auteur. En dernière partie, il propose les « remèdes » à envisager pour lutter contre ce fléau, avant que ce danger devienne une acceptation dans les esprits.

– BEKHECHI (Mohamed Abdelwahab). – L'investissement et le droit : réflexion sur le nouveau code algérien. *Revue algérienne des relations internationales* (25), juil.-sept. 1993, p. 9-35.

Exposé du nouveau dispositif juridique (décret du 5 octobre 1993) relatif à la promotion de l'investissement en Algérie : champ d'application, régime juridique, garanties accordées et règlement des litiges relatifs aux investissements. Appréciation critique de la nouvelle politique juridique de l'investissement.

– BELKACEM (Kheira). – Dépenses de consommation des ménages 1988. Dépenses d'éducation, de culture et de loisirs. *Collections statistiques* (53), 1993, 58 p.

Après présentation générale de l'enquête (but, échantillon, méthodologie et définitions) suit l'étude des dépenses des ménages liées à l'éducation selon les critères : strates géographiques, décile de population suivant l'importance des dépenses dans ce domaine, dépenses par chef de ménage et catégories socio-professionnelles, par taille des ménages, par personne scolarisée. L'étude concernant les budgets, culture et loisirs fait intervenir les mêmes critères.

– BELKAID (Akram). – Introuvable modèle pour l'économie algérienne. *Le monde diplomatique* (477), déc. 1993, p. 8.

La dette extérieure est tellement élevée que le pays attend un accord de rééchelonnement et des prêts de la communauté internationale. le gouvernement quant à lui espère beaucoup dans les privatisations.

– BENACHENHOU (Abdellatif). – Inflation et chômage en Algérie. Les aléas de la démocratie et des réformes économiques. *Monde arabe Maghreb-Machrek* (139), janv.-mars 1993, p. 28-41.

Jusqu'en 1984 l'Algérie a connu une croissance continue de l'emploi non agricole. Avec la diminution des revenus des hydrocarbures et la politique d'ajustement, l'inflation s'accélère, l'emploi se dégrade. Pour contenir l'inflation et améliorer le niveau de productivité les gouvernements successifs ont tenté plusieurs politiques économiques souvent contradictoires.

– BENACHENHOU (Mourad). – Code des investissements, endettement extérieur et croissance. *Revue algérienne des relations internationales* (25), juil.-sept. 1993, p. 75-79.

En tant que ministre algérien de l'économie, l'auteur présente le point de vue officiel sur le nouveau code des investissements en indiquant l'esprit, les grandes idées directrices ainsi que les conditions essentielles pour une réussite de la nouvelle orientation de l'économie algérienne.

- BENACHENHOU (Mourad). - **Inflation, dévaluation, marginalisation.** Alger, Dar Ech'rifa, 1993, 153 p.

(Analyse *supra*).

- BENDANI (Ali), REKKAB (Omar) - Pour répondre à l'accroissement de la demande l'Algérie rénove ses usines de GNL - To satisfy demand increase, Algeria modernizes its LNG plants. **Le Pétrole et le gaz arabes**, vol. 25 (577), 1993, p. 40-43.

Étude de la capacité réelle actuelle des usines de GNL et de la construction en cours ou prévue de gazoducs. Présentation du projet de réhabilitation de la capacité initiale installée de production de GNL (Cnrs-Francis).

- BOUKERZAZA (H.), CHERRAD (S.E.). - Activités économiques et organisation territoriales dans l'Algérie du Nord-Est. **Espace rural** (32), 1993, 155 p.

Analyse serrée des diverses actions entreprises sur le plan spatial durant les trois décennies, soulignant bien les zones répulsives et les zones attractives, mettant ainsi bien en relief le rôle des principaux facteurs tant physiques qu'humains, avec une illustration graphique démonstrative (Cnrs-Francis).

- BRONDINO (Michèle). - L'Algérie indépendante : modèle de développement économique et Tiers-Mondisme (1962-1982). **Revue d'histoire maghrébine** (69-70), mai 1993, p. 73-103.

Si la politique économique et la politique étrangère de l'Algérie indépendante qui avaient suscité tant d'espoirs de décollage économique, de développement social, ont abouti aux déceptions du présent, c'est en raison de l'incompréhension de l'Algérie profonde. D'où l'échec dans le domaine agricole, la sous-productivité dans le domaine industriel et la perte d'identité dans le secteur culturel avec le phénomène islamiste.

- BRULE (Jean Claude). - Attentisme et spéculation dans les campagnes algériennes. **Monde arabe Maghreb-Machrek** (139), janv.-mars 1993, p. 42-52.

La révolution agraire algérienne n'a pas réussi à mettre en œuvre un projet de développement intégré qui aurait permis la rénovation des campagnes. Devant son échec, l'idée de privatisation a fait son chemin. Mais l'État hésite à rejeter totalement le collectivisme au profit de l'appropriation individuelle. Actuellement devant ce flou, l'attentisme prévaut.

- CHAMOUN (Chamoun). - **La bourse. La bourse d'Alger.** Alger, Atlas Editions, 1993, 177 p.

Cet ouvrage, concernant la Bourse en général et celle d'Alger en particulier, innove en ce sens qu'il est essentiellement rédigé en langue arabe. Seul l'article d'Abderrezak Mouri, consacré à la création d'une Bourse des valeurs mobilières est écrit en langue française, p. 83-95. En annexe, on trouvera en langue française le texte du décret législatif de mai 1993 relatif à la composition, au fonctionnement, aux attributions et aux dispositions pénales de la Bourse. Le présent décret abroge les dispositions antérieures.

- Le commerce extérieur dans le nouveau contexte des relations internationales, **Revue algérienne des relations internationales**, bilingue, (24), avr.-juin 1993, 152 p.

(Analyse *supra*).

- CORM (Georges). - La réforme économique algérienne : une réforme mal aimée. **Monde arabe Maghreb-Machrek** (139), janv.-mars 1993, p. 9-27.

Analyse de l'œuvre réformatrice entreprise entre 1987 et 1990, et interrompue en 1991 par la chute du gouvernement Hamrouche. En 1985, avec la diminution des recettes pétrolières, une équipe de réformateurs va concevoir un programme de transformation de

l'économie, basée sur une définition du rôle respectif de l'État chargé de fixer les règles du jeu et des acteurs économiques soumis à la régulation du marché. (Extrait résumé revue).

– Dossier de la lettre juridique consacré au nouveau droit algérien des investissements. *Revue algérienne des relations internationales* (25), juil.-sept. 1993, p. 95-100.

Présentation du premier numéro de la « lettre juridique » où l'on trouve un recueil de textes relatifs au régime juridique des investissements en Algérie.

– FAID (M.K.). – Les exportations algériennes de gaz naturel passeraient à 60 milliards de M<sup>3</sup>/an à partir de 1996 – Algerian natural gas exports would reach 60 billions m<sup>3</sup>/year from 1996. *Le Pétrole et le gaz arabes*, vol. 25 (590), 1993, p. 38-44.

Analyse des grandes tendances du marché mondial pétrolier et gazier, de la récession économique et de la nécessité de préserver l'environnement. Présentation de la politique algérienne, notamment dans le domaine gazier, dans cette situation (Cnrs-Francis).

– FARRAH (Ziane), MESLI (Mohamed). – Dossier agriculture : « On a trop politisé la terre ». *Révolution africaine* (1515), 11-17 mars 1993, p. 20-24.

Un article de Z. Farrah intitulé « Terre d'entreprise » et l'interview de M. Mesli constituent l'ensemble de ce dossier sur l'agriculture, axé sur le statut de la terre et sur la relance du secteur agricole en tenant compte que désormais l'exploitation agricole doit être pensée en terme d'entreprise.

– FERROUKHI (D.), ZEMAMOUCHE (S.). – Analyse économétrique des données de durée en démographie. *Collections statistiques* (51), 1993, 161 p. La variable étudiée préférentiellement ici en relation avec la fécondité est l'intervalle intergénérisque : son étude est appliquée à l'espacement des naissances en Algérie. Référence est faite aux données de l'Enquête Nationale Algérienne sur la fécondité de 1986.

– GHILES (Francis). – Le gaz algérien : une ressource stratégique. *in* L'Europe et l'Afrique : le maillon manquant. *Politique africaine* (49), mars 1993, p. 60-62.

L'Algérie est avec la Russie l'un des grands fournisseurs non-européens de la CEE. La nouvelle loi sur les hydrocarbures votée en décembre 91 à Alger offre pour la première fois des conditions intéressantes aux compagnies étrangères. Le résultat en a été toute une série d'accords avec des compagnies pétrolières. Un grand avenir serait promis aux produits associés au gaz et à des nouvelles usines de gaz-pétrole liquide si l'Algérie parvenait à stabiliser sa situation politique.

– GOUMEZIANE (S.). – **L'Algérie en transition**. Thèse de Doctorat Politique Générale et Stratégie des Organisations ; dir. A. COTTA, 21 sept. 1993, 320 p.

Le but de cette thèse est d'étudier l'évolution de l'économie algérienne depuis l'indépendance. La première partie est consacrée à l'analyse de la transition post-coloniale. Elle y identifie un système économique rentier et sa crise. La deuxième partie est consacrée à l'étude de la nouvelle transition engagée depuis 6 ans. Elle identifie ses contraintes et ses limites (Cnrs-Francis).

– GOUMIRI (Mourad). – **L'offre de monnaie en Algérie**. Alger, ENAG, 1993, 351 p. (Économie).

Ce travail est une étude approfondie de l'aire monétaire et financière algérienne, étroitement liée aux leviers économiques du pays. Après une présentation du fondement théorique et l'ambiguïté de la démarche algérienne, l'auteur analyse la situation monétaire et financière à la lumière des chiffres. Le dernier chapitre est consacré à la « restructuration » considérée par l'auteur comme le point de départ privilégié de toutes mesures de politique économique à laquelle n'échappe pas le système monétaire et

financier. Cette réflexion est précédée de l'étude du système bancaire colonial et de son poids historique sur les structures monétaires et leur évolution.

- HAMIDI (Hamid). - **Réforme économique et propriété industrielle. Vers l'institutionnalisation du brevet d'invention en Algérie?** Alger, OPU, 1993, 197 p.

Cet ouvrage s'articule autour de deux volets : d'une part, l'entreprise algérienne face aux stratégies multinationales de propriété industrielle, impact du système international de protection de la propriété industrielle sur le développement et d'autre part, dépendance technologique et mimétisme juridique. Étude de quelques aspects du droit algérien de la propriété industrielle.

- IDIR (O). - La maîtrise des effectifs et la masse salariale dans la fonction publique algérienne. *Cahiers africains d'administration publique* (41), 1993, p. 33-39.

Toute politique budgétaire qui se veut efficiente passe obligatoirement par une bonne maîtrise des effectifs et des salaires. La détermination des effectifs et des régimes de rémunération en Algérie sont en principe essentiellement du ressort de la Direction générale de la fonction publique et de la Direction générale du Budget (Cnrs-Francis).

- Indice des prix à la consommation de la Ville d'Alger : Évolution 1982-1992. *Collections statistiques* (49), avr. 1993, 34 p.

1. Indice des prix à la consommation de la ville d'Alger : principales caractéristiques de l'indice. Évolution globale des prix (1992) par catégorie et par groupe de biens et services ; la contribution des groupes à l'inflation (produits alimentaires frais, habillement, loyers, mobilier, dépenses de santé, de transport, de loisirs). 2. Indices national (1989) et comparaison de la capitale avec l'ensemble du pays (18 villes et villages des régions d'Oran, Alger, Constantine, Annaba, Ouargla, Béchar). En annexe : évolution mensuelle des produits frais à Alger (1982-1992).

- KERRAZ (Nadia), ALLOUACHE (Lila), BENZAADI (Mustapha). - Quand l'eau va... *Révolution africaine* (1513), 25 fév.-3 mars 1993, p. 28-33.

Suite d'articles sur le devenir des ressources hydriques où il est question de mieux gérer les potentialités et penser à brève échéance au recyclage et au dessalement des eaux de mer. Les travaux du colloque maghrébin « Eau et développement durable » organisé les 13 et 14 février 93 démontrent que l'équilibre précaire entre ressources disponibles et besoins croissants risque de se rompre si les solutions envisagées ne sont pas prises en considération par les décideurs.

- KERRAZ (Nadia), FARRAH (Ziane), M.E.G., A.K. - Agriculture « Vente des terres ». *Révolution africaine* (1556), 22-28 déc. 1993, p. 24-29.

Ce dossier aborde la question agricole par le biais de la privatisation. En effet, l'État a décidé de céder en « toute propriété » les terres agricoles du secteur public. Cependant, les observateurs s'interrogent sur les conditions de cette vente : sera-t-elle conditionnée ou non-soumise à aucune condition? Quant au choix de l'option de privatisation liée à une sécurisation du monde paysan serait-elle la solution miracle à la relance du secteur agricole?

- KHELADI (Mokhtar). - **Urbanisme et systèmes sociaux : la planification urbaine en Algérie.** Alger : OPU, 1993, 286 p.

Dans son approche macro et microéconomique de Bejaïa, l'auteur reconnaît avoir délibérément pris une position de critique mettant en évidence les « faiblesses de la conception architecturale et urbanistique, examinées à la lumière du critère de rationalité qui donne à l'ordre socialiste la supériorité sur l'ordre capitaliste ». Il montre que le développement de cette ville a été tout à fait irrationnel, n'obéissant à aucune logique, capitaliste ou autre, et où tout reste à faire en matière de projet social.

– KHELIFI (Mohamed). – Dépenses de consommation des ménages 1988. Dépenses de logement et charges. *Collections statistiques* (52), 1993, 72 p.

Après avoir rappelé les objectifs de l'enquête de consommation, ce document fournit des données sur : les conditions de vie des ménages algériens à partir des principaux indicateurs du confort domestique (électricité, eau, téléphone, égout), structure et nombre de pièces du logement, par secteur d'habitat et catégorie socio-professionnelle, taux d'occupation par pièce. Une comparaison est faite entre structure de la dépense totale par ménage et le budget relatif au groupe « logement et charges ». Une étude des inégalités des différents groupes sociaux face à l'accès à la propriété termine cette enquête éclairée par les résultats des précédentes enquêtes réalisées en 1959, 1967-1968, 1979-1980.

– KOUAOUCI (Ali). – Essai de reconstitution de la pratique contraceptive en Algérie durant la période 1967-1987. *Population*, vol. 48 (4), juil.-août 1993, p. 859-883.

L'auteur qui avait déjà analysé l'évolution de la fécondité algérienne depuis 1970, retrace ici les débuts et l'extension de la contraception, en montrant comment les couples ont pris leurs décisions sur ce plan sans se laisser entièrement déterminer par les discours religieux et politiques. L'illustration prend, une fois encore, un tour exemplaire. (Extrait résumé revue).

– LELLOU (Abderrahmane), BOUYACOUB (Ahmed), HENNI (Ahmed). – Répartition des revenus en Algérie. *Les cahiers du CREAD* (34), avr.-juin 1993, p. 7-109.

Les études sur la répartition des revenus se heurtent au manque de données statistiques sur les transferts sociaux, pour affiner les résultats. Les articles analysent le mouvement de la part salariale dans la répartition des revenus, la répartition du revenu et les catégories sociales, le taux de change comme variable de répartition primaire, les liaisons salaires-production et variabilité du salaire ; comment se déterminent les salaires ?

– MEBROUKINE (Ali). – Sociétés d'économie mixte et investissements étrangers en Algérie. *Revue algérienne des relations internationales* (25), juil.-sept. 1993, p. 44-57.

Présentation d'un aspect du code algérien des investissements : la réalisation des investissements en partenariat dans le cadre de la société d'économie mixte. Le nouveau cadre d'accueil des investissements en partenariat est intéressant. Reste le problème des garanties et des avantages réels accordés aux investisseurs étrangers. On trouvera, un article similaire in la Revue *Idara*, vol. 3 numéro 1, de 1993, p. 27-44.

– MOUATS (Abbes), BENZAADI (Mustapha), BRAHIMI (Bensalem), ZEID (Nordine), HAMMOUDA (D.). – Pollution : Péril en la demeure. *Révolution africaine* (1509), 28 janv.-03 fév. 1993, p. 28-32.

Ce dossier fait état de la prise de conscience de l'Algérie face au problème de la pollution et des nuisances accrues durant la dernière décennie. La protection de l'environnement n'étant pas considérée jusqu'ici comme une priorité, on en mesure aujourd'hui les retombées négatives.

– MULLER-MAHN (D.). – Landliche Regionalentwicklung. Ein Projektbeispiel in Algerien in Entwicklungszusammenarbeit. Développement rural régional. Exemple d'un projet en Algérie. *Geographische Rundschau*, vol. 45 (5) 1993, p. 301-307.

Présentation du projet agro-sylvo-pastoral dans l'Aurès, établi sur les principes du développement rural régional. Ce projet a été planifié depuis 1985 et la première phase de travail a eu lieu de 1988 à 1991 (Cnrs-Francis).

– Office National des Statistiques. **L'Algérie en quelques chiffres 1992**. Alger, ONS, 1993, 27 p.

Après une brève présentation territoriale, institutionnelle et administrative de l'Algérie, cet opuscule ordonné par matières donne en chiffres la situation économique du pays.

– OUKIL (Said), TCHENDERLI (Nedjib), DJEFLAT (Abdelkader), BEN-BEKHTI (Omar), TOUBAL (Tewfid), TANDJAOUI (Rachid), DUFOURT (Daniel). – Maîtrise sociale des technologies. Accumulation technologique endogène et réformes économiques. **Les cahiers du CREAD** (33), janv.-mars 1993, p. 9-135.

Objet du séminaire : diffusion des résultats des recherches et réflexions des équipes du CREAD et de l'ECT (Économie des Changements Technologiques, Lyon) portant sur la place de la technologie dans le développement économique et social. Une première préoccupation a été la compréhension de la nature de la maîtrise sociale de la technologie, les autres communications s'intéressant prioritairement à l'évolution des sociétés qui déterminent le conditionnement social du développement de disciplines scientifiques nouvelles ainsi que les orientations des changements techniques.

– PAILLUSSEAU (J.-P.). – Sofregaz in Algeria : an active collaboration. **Revue de l'énergie** (446), 1993, p. 139-140.

Sofregaz, filiale d'ingénierie et de conseil de Gaz de France, affiche depuis 1959 une présence active en Algérie. Outre les importants contrats d'ingénierie qui lui sont confiés par la Sonatrach, Sofregaz collabore étroitement avec les Algériens pour la constitution et le développement de la société mixte franco-algérienne Safr (Cnrs-Francis).

– PERRIN (F.). – Vers un doublement des exportations arabes de gaz naturel à l'horizon 2000 – Towards doubling arabian natural gas exports in the year 2000. **Le Pétrole et le gaz arabes**, vol. 25 (593), 1993, p. 41-46.

Rappel des exportations gazières de l'OPAEP, de 1989 à 1992. Prédiction de l'évolution de la capacité de production, de traitement et d'exportation, jusqu'en l'an 2000, de l'Algérie, des Émirats Arabes Unis, d'Oman, du Qatar et du Yémen (Cnrs-Francis).

– Profil de la Sonatrach : 30 ans après sa création – Sonatrach's profile : 30 years after its creation. **Le Pétrole et le gaz arabes**, vol. 25 (587), 1993, p. 39-46.

Bilan de la Sonatrach, en 1992 : contrats d'exploration, résultats pétroliers, forages de développement, production, commercialisation, agrégats financiers, endettement. Présentation de l'organigramme, des types de filiales et de participations de la Sonatrach à l'étranger et en Algérie, des titres de participation (Cnrs-Francis).

– Recensement général de la population et de l'habitat. Données synthétiques par wilaya. 20 mars 1987. **Collections statistiques**, vol. 5 (54), nov. 1993, 153 p.

Issue de l'exploitation par sondage au un cinquième du recensement de la population en date du 20 mars 1987, cette publication fournit des données globales par wilaya, concernant la population résidente des ménages ordinaires et collectifs (y compris les étrangers), en tenant compte de la variable sexe et habitat urbain ou rural. En introduction, ce volume donne la définition des différents concepts des variables sélectionnées pour la réalisation de ce recueil de statistiques.

– SADOUDI (Ahmed). – Les incitations fiscales et la promotion des investissements en Algérie. **Revue algérienne des relations internationales** (25), juil.-sept. 1993, p. 36-43.

Après avoir retracé l'évolution de la législation sur les investissements en Algérie, l'article commente les mesures d'encouragement et d'incitation fiscales prises par le code des investissements de 1993.

– SARI (Mohamed). – La difficile mutation des entreprises publiques algériennes. *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, vol. 31 (1), janv.-mars 1993, p. 7-15.

Tout en soulignant l'aspect positif du principe de l'autonomie des entreprises publiques en tant que tel, l'article soulève cependant les difficultés pratiques qui ont entravé la mise en œuvre du plan d'autonomie des entreprises en Algérie, depuis 1988.

– SARI (Djilali). – **Les mutations socio-économiques et spatiales en Algérie**. Alger, OPU, 1993, 362 p.

Synthèse de textes analysant les phénomènes majeurs de mutation à l'origine des transformations du cadre humain, et de l'organisation de l'espace. Envisagée d'un point de vue économique, démographique, social et environnemental, la publication présente un ensemble d'écrits devenus pratiquement introuvables.

– TESSA (Ahmed). – **Économie touristique et aménagement du territoire**. Alger, OPU, 1993, 132 p.

Étude des zones d'expansion touristique (ZET) décrétées en tant qu'outil d'aménagement du territoire et pôles de développement : critères de localisation, exploitation, types et formes à développer, plans quadriennaux. Les différentes approches du tourisme : historique, éco-spatiale, du point de vue de l'État et celui, réactionnaire, de l'Islam intégriste.

## LIBYE

– Libya 1993-1994. *Country profile*, juil. 1993, 35 p.

(Document analysé dans la section Vie Politique).

## MAROC

– Académie du Royaume du Maroc. – **Connaissance et technologie**. Rabat, Arabian Al Hilal, 1993, 399 p. (Publications de l'Académie du royaume du Maroc. «Sessions»).

Actes de la 1<sup>e</sup> Session de 1993 de l'Académie du Royaume du Maroc, rassemblant des scientifiques de haut niveau sur le thème «connaissance et technologie». Sur les 15 communications présentées, seules deux concernent la question de l'eau au Maroc et les facteurs culturels et sociologiques du retard technologique de l'Afrique Sub-saharienne.

– AKESBI (Najib). – **L'impôt l'État et l'ajustement**. Rabat, Actes Editions, 1993, 469 p. (Économie et développement).

(Analyse *supra*).

– Al Maouil : Les Cahiers de l'ANHI numéro 5. **Al asas** (116), 1993, p. 38-42.

Présentation du numéro 5 des *Cahiers de l'Agence Nationale de l'Habitat Insalubre* consacré à «Habitat social et collectivités locales».

– AMARA (Karim). – 1983-1992. Dix ans de politiques budgétaires. Quelques leçons à retenir. *in* Les déficits publics. **Vues économiques** (4), 1993, p. 37-53.

Le programme d'ajustement structurel, a fait de la réduction du déficit budgétaire, l'objectif prioritaire de la politique économique. 1983-1992 ont été dix années de pratiques budgétaires drastiques. La corrélation «déficit budgétaire réduit-inflation maîtrisée» se vérifie et la stabilisation budgétaire ne s'est jamais traduite par un arrêt de la progression des dépenses publiques. Le désengagement rapide de l'État n'est pas encore vrai, le déficit budgétaire tire son origine du gonflement des dépenses de remboursement de la dette publique.

- Association des Économistes Marocains. - **Abderrahim Bouabid et la question économique. Actes de la journée d'études** Rabat, A.E.M., 1993, 368 p. (Publication des Annales Marocaines d'Économie).

Actes de la journée d'hommage à Abderrahim Bouabid, ministre de l'économie nationale du Maroc de 1956 à 1960 et à son - combat pour la libération et la démocratie... dans ses aspects économiques ». Une première série de contributions porte témoignage sur la période 1956-60 : doctrine Bouabid en matière de planification économique et sociale ; Bouabid et les relations extérieures ; le cas des phosphates ; Bouabid dans le domaine économique et financier. Une seconde série analyse sa pensée économique : l'économie et l'engagement politique ; régulation salariale 1956-60 ; perspectives politiques et contraintes économiques ; à propos de l'émigration externe marocaine ; évolution du tissu industriel marocain ; transport au Maghreb ; pouvoirs, valeurs nouvelles et développement ; chômage du personnel formé et sous-encadrement de l'entreprise ; approches de l'industrialisation et politique industrielle au Maroc ; stratégie de mobilisation des financements extérieurs au Maroc. Suit, en dernière partie un ensemble de 8 écrits économiques d'Abderrahim Bouabid. A noter également trois articles en langue arabe : Abderrahim Bouabid et la libération de l'économie nationale de l'indépendance : le cas de l'agriculture ; les options économiques de Abderrahim Bouabid ; l'apport d'Abderrahim Bouabid à la mise en place de l'administration des finances.

- Association des Ingénieurs Agronomes Marocains, Conseil National de la Jeunesse et de l'Avenir. - **Emploi et structures foncières**. Rabat, CNJA, 1993, 122 p.

Journée de réflexion du 14 mai 92 à Rabat consacrée à la question foncière réexaminée à la lumière de son rapport à l'emploi rural. En effet, la question de l'emploi dans le monde rural est envisagée ici sous l'angle de la productivité du sol et l'évolution des structures foncières entraînant de fait, des conséquences comme l'exode rural.

- BAHI (M.). - Le financement de la construction. *Annales marocaines d'économie* (3), 1993, p. 25-32.

L'auteur apporte un éclairage sur le rôle du financement de la construction comme un des facteurs explicatifs de la crise de logement. Aussi il analyse les segments de financement et l'impact de la nouvelle politique en la matière (Cnrs-Francis).

- Bank Al-Maghrib. - **Exercice 1993. Rapport présenté à Sa Majesté le Roi**. Rabat, Bank Al Maghrib, 1993, 132 p.

Rapport analysant l'économie nationale en 1993, marquée par la grave sécheresse et une conjoncture internationale défavorable. Par contre, les domaines monétaire et financier ont obtenu des résultats satisfaisants comme en témoigne la sauvegarde des équilibres interne et externe. Des réformes structurelles menées avec détermination depuis une décennie ont permis une gestion plus efficace de l'économie. En conclusion, le rapport confirme que la conjoncture mondiale marquée par le rythme ralenti de la croissance et par l'extension du chômage impose à tous les États la recherche de solutions nouvelles pour arriver à surmonter les obstacles qui freinent l'expansion économique.

- Banque-Entreprise : quelle synergie pour demain ? *Al asas* (117), 1993, p. 15-18.

Compte rendu du sixième Congrès national des banques populaires (octobre 1993 à Fès) : résumé du discours d'ouverture (éléments chiffrés sur le Crédit Populaire du Maroc) et recommandations des trois commissions réunies dans le cadre du congrès : promotion d'entreprise, nouveaux rapports banques-entreprises, enjeux de l'international.

- Banque Marocaine du Commerce Extérieur. - **Rapport annuel 1992**. Rabat, BMCE, 1993, 127 p.

– B'CHIR (Fathi). – Rattrapage pour le Maroc ou amorce d'une nouvelle politique euro-maghrébine ? *Marchés tropicaux et méditerranéens* (2461), 8 janv. 1993, p. 74-75.

Compte rendu du dernier Conseil des Ministres des Affaires étrangères de la CEE le 21 décembre 92, présentant le projet d'accord « euro-maghrébin » à conclure avec le Maroc et nouvelle démarche de la Commission Européenne des Douze pour privilégier et dynamiser la coopération avec le Maghreb. L'objectif de la Commission est de favoriser la stabilité sociale et politique et réduire les écarts de développement.

– BELARABI (Mokhtar). – Le Rharb, des marécages à la région agro-industrielle. *in* Espaces et régions. *Revue Maroc-Europe* (4), 1993, p. 143-153.

Région aux conditions naturelles, défavorables, le Rharb ne fut mis en valeur qu'à partir de 1912. Poursuivie par le Protectorat jusqu'en 1956 cette politique de développement reprise et assurée par l'État marocain transforma le Rharb en une région de première importance dans la vie économique du Maroc ; première région sucrière elle ne compte pas moins de six villes dont Kénitra.

– BENAMOUR (Abdelali). – **Le Maroc interpellé**. Casablanca : Editions Eddif, 1993, 183 p.

(Cf. Section Vie politique).

– BENZAOU (Chaouki), ed. – **Panorama économique du Maroc, 1985-1990**. Mouline Tawfik, coll. Rabat, compte d'auteur, 1993, 487 p.

Ce bilan économique succède à celui des années 1969 à 1986 et présente une analyse économique et sectorielle d'une période critique mais majeure pour l'économie marocaine, avec notamment la mise en œuvre du Programme d'Ajustement Structurel. L'analyse succincte mais précise de chaque secteur de l'économie est accompagnée de tableaux synthétiques montrant l'évolution des différentes variables.

– BERRADA (Abdelkader). – La loi de finances 1993. *Al asas* (115 et 116), 1993, p. 15-24, 31-37.

Suite de deux articles sur les grandes options de l'État marocain en matière de politique économique pour 1993. Dans le premier, l'auteur analyse les mesures prises pour rétablir la crédibilité de l'État auprès des milieux économiques et financiers occidentaux et des milieux d'affaires opérant au Maroc (nationaux ou étrangers). Ces mesures portent sur le volet financier (remboursements des emprunts extérieurs, réductions des arriérés intérieurs dus à des dépenses de fonctionnement attribuées à l'État) et sur le volet fiscal (élargissement de la matière imposable, meilleure répartition de la charge fiscale, diminution des taux d'imposition). Toutefois l'auteur prouve que les effets de ces mesures n'ont pas dans le sens d'une amélioration. Le second article, s'intéresse aux mesures prises pour gérer les retombées négatives du Programme d'Ajustement Structurel (PAS) en matière économique et sociale : investissement, fiscalité, emploi, habitat social. L'auteur critique la portée de ces mesures en soulignant leur caractère « sauve-qui-peut ». L'ensemble est argumenté de façon très précise et pose de véritables questions de structure.

– BERRADA (Azzedine). – **Les nouvelles réformes bancaires : quelles implications pour les banques et les entreprises au Maroc ?** Casablanca, Ed. SECEA, 1993, 287 p.

Analyse des apports des réformes bancaires de 1993 (programme d'ajustement structurel). L'auteur expose les mesures de la nouvelle politique monétaire (instruments de contrôle indirects de Bank al-Maghrib, innovations dues à la libéralisation, implications sur les rapports banques-entreprises par stimulation de la concurrence, variabilité des taux, institution prévue d'un marché secondaire pour dynamiser les marchés monétaires et financiers). Pour la politique de crédit, il insiste sur les mesures d'accompagnement structurel pour obtenir les effets prévus des mécanismes du marché en période transitoire. Dans la seconde partie, en comparant la nouvelle loi avec celle de 1967 et

certaines lois étrangères, il fait ressortir apports et lacunes de la nouvelle loi. La troisième partie est consacrée aux nouvelles mesures (critères ratio cooke) présentées techniquement et dans leurs répercussions sur la gestion et la stratégie des banques. Il conclut sur la nécessaire introduction au Maroc d'instruments d'accompagnement nouveaux.

– BOUFOUS (Hamid), BOUFOUS (Rachid). – Oujda, capitale provinciale, métropole régionale de l'oriental. *in* Oujda un millénaire. *Revue Maroc-Europe* (5), 1993, p. 121-138.

Favorisée par son rôle de ville frontalière, la ville d'Oujda bénéficie d'une activité économique soutenue et qui progressera encore dans le cadre de l'Union du Maghreb arabe. Sa population a pratiquement doublé en vingt ans. Cet article définit les caractéristiques du marché foncier et immobilier, et décrit le développement spatial de la ville.

– Centre Marocain de Conjoncture. – L'entreprise marocaine face à la dynamique du marché intérieur. *in* **Journée d'études et de réflexion**. Casablanca, CMC, 1993, 120 p. (Rencontres).

– CHOUA (Mimoun). – **Politique douanière et stratégies industrielles et commerciales : cas du Maroc**. Casablanca, Afrique Orient, 1993, 320 p.

L'ouvrage tiré de la thèse d'État de l'auteur est divisé en deux parties. La première partie est consacrée à l'économie douanière, au commerce extérieur et au développement. La seconde partie analyse les stratégies industrielles et commerciales des pouvoirs publics et des opérateurs économiques au Maroc en recherchant les meilleures stratégies et en conciliant deux impératifs contradictoires : développement du tissu industriel marocain et ouverture vers l'extérieur. La restructuration de la politique douanière actuelle et les implications de la construction de l'UMA sont également développées.

– COLLION (M.-H.), KISSI (A.). – Learning by doing : developing a programme planning method in Morocco. *Public administration and development*, vol. 13 (3), 1993, p. 261-270.

Étude de cas d'un programme de planification agricole au Maroc, basé sur la participation des acteurs (travailleurs, producteurs, chercheurs...) (Cnrs-Francis).

– Conseil National de la Jeunesse et de l'Avenir. – **Guide des jeunes créateurs d'entreprise**. Rabat, CNJA, 1993, 63 p.

Brochure éditée par le Conseil National de la Jeunesse et de l'Avenir et la Confédération Générale Economique du Maroc est destinée à aider les créateurs d'entreprise dans leurs démarches, en annexes, textes de loi relatifs aux fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes et prêts de soutien à certains jeunes promoteurs.

– Conseil National de la Jeunesse et de l'Avenir. – **Quelle Éducation-Formation, Quel Emploi pour le Maroc de demain ?** Programme d'action pour une meilleure articulation entre l'Éducation, la Formation et l'Emploi. Rabat, CNJA, 1993, 199 p.

Troisième session du Conseil réuni à Rabat du 16 au 18 février 1993 portant sur le diagnostic, les tendances et les perspectives de l'emploi et du système éducatif.

– Conseil National de la Jeunesse et de l'Avenir. – **PROMAR. Promotion des activités économiques en milieu rural**. Rabat, CNJA, 1993, 132 p.

Le Promar s'inscrit dans le cadre des recommandations du CNJA qui traduisent la nécessité de promouvoir le développement de l'économie locale par l'application d'une méthodologie adéquate. Le présent document en développe les trois axes principaux : Le premier explique la genèse et les objectifs du Promar ; Le deuxième en décrit l'approche générale et les diverses phases de sa méthodologie et notamment l'identification des potentialités et des idées de projets ; et le troisième retrace les diverses étapes de

l'opération pilote testée sur le terrain. Des annexes figurent à la fin de cet ouvrage, notamment le manuel pratique pour la création d'entreprises.

– Évolutions et tendances. *Étude de conjoncture*, janv.-déc. 1993, (330 p.).

Quatre publications trimestrielles donnant un aperçu statistique sur la situation économique du Maroc et sur son évolution à court terme. L'analyse des variables conjoncturelles des secteurs ou branches économiques (énergie, mines, industrie, commerce extérieur, tourisme, finances publiques, monnaie et crédit, prix etc...) est présentée sous forme de textes, de tableaux et de graphiques.

– FEKKAK (Abdelatif). – L'ethnicité industrielle et la morale bancaire. *Le nouveau siècle. Revue stratégique* (6), sept. 1993, p. 118-134.

En 1983 la crise a contribué à poser un débat national à propos des groupes financiers marocains non en termes techniques, ni en termes politiques mais en termes de formation des ressources humaines internes. La crise remet en cause le rôle et la fonction des leaders de la finance classique. Les banques marocaines classiques sont malades de leur propre culture pro-ethnique et tribale. Le Maroc moderne bouge et le plus grand risque que courent ses banques est de ne pas bouger.

– GRIMAUD (Nicole). – L'UMA, quatre ans après. La négociation d'un accord euro-maghrébin d'association avec le Maroc. *Études internationales* (48), 1993, p. 120-130.

(Cf. Section Vie politique).

– HADDAD (Mona). – **How trade liberalization affected productivity in Morocco**. Washington, World Bank, 1993, 40 p. (Policy research working paper).

Les effets de la libéralisation du commerce sont évalués d'après les statistiques globales de productivité. L'on remarque une corrélation nette entre l'ouverture du commerce dans le secteur exportations-importations et le niveau plus solide du PNB. Cette ouverture a une incidence positive sur tout le secteur économique du pays.

– LACHIRI (Abdelatif). – Les zones d'activités industrielles : facteur de développement local : cas de Tanger. *Revue marocaine d'administration locale et de développement* (4-5), juin-déc. 1993, p. 71-79.

La création de zones d'activité industrielle, conséquence de la décentralisation, est une tentative pour favoriser un équilibre régional. Que représentent-elles et quel est leur rôle dans la politique définie et tout particulièrement dans le processus de développement industriel de la province de Tanger? Si le secteur du textile-confection prédomine, on notera cependant la diversification des activités industrielles de la zone (industrie mécanique, électrique, chimique notamment).

– LAKHDAR (Abdelghani), BENACEUR (Noureddine). – **La réglementation des changes à l'heure de la convertibilité du dirham**. Rabat, El Maarif Al Jadida, 1993, 219 p.

Depuis janvier 1993, le dirham est devenu librement « convertible ». Cet ouvrage met à la disposition des opérateurs économiques et des chercheurs, les nouvelles dispositions réglementaires ayant permis le passage à la « convertibilité » du dirham (commerce extérieur, transferts courants, opération en capital). Commentaire des principaux textes et en annexe une liste des principales circulaires avec leurs numéros et la date.

– LAMRHILI (Ahmed El Kohen). – Le bilan du programme d'ajustement structurel. *Al asas* (117), 1993, p. 6-14.

Compte rendu de certaines communications présentées lors du colloque sur le « Bilan décennal du Programme d'Ajustement Structurel et perspectives de l'économie marocaine », en octobre 1993 : M. Z. Zahidi, ministre de tutelle, rappelle la situation économique du Maroc en 1981 et après dix ans de PAS ; M. Boucetta traite des

implications budgétaires du PAS ; L. El Abida de la politique budgétaire dans le cadre du PAS ; M. Mechiche Alami décrit ses effets sur l'entreprise ; M. Benlahcen Tlemceni traite de son impact sur les dépenses sociales ; M. Radi examine le secteur éducatif et Amina Debbagh l'enseignement supérieur ; M.L. Firdawey traite du développement rural ; F. Oualalou de la question de l'endettement extérieur ; M.L. Nouha conclut sur l'économie marocaine et les perspectives de l'économie mondiale.

- LECAT (Bernard). - L'ouverture marocaine. *in* Avenirs maghrébins. **Les Cahiers de l'Orient** (31), juil.-sept. 1993, p. 147-158.

La CEE est le principal partenaire économique du Maroc. En vue d'une coopération accrue, Rabat pour être plus compétitif accentue la libéralisation de son économie. La modernisation de l'économie est menée de front avec l'application du programme d'ajustement structurel. En même temps le gouvernement essaye de promouvoir une politique sociale de l'emploi, d'aide aux agriculteurs, et de scolarisation.

- Maroc : 1993 inaugure une phase nouvelle. **Marchés tropicaux et méditerranéens** (2463), 22 janv. 1993, p. 185-188.

Les principaux axes de la politique économique et financière pour 1993 présentés par le Ministre des Finances du Maroc : soutien de la croissance économique et de l'emploi, en particulier au secteur privé ; action de l'État en faveur des secteurs sociaux et éducatifs.

- Ministère des Affaires Economiques et Sociales. - **Le Maroc en chiffres. 32. 1992**. Rabat, Banque Marocaine du Commerce Extérieur, 1993, 145 p.

Statistiques touchant les différents domaines de la vie économique et sociale au Maroc durant les années 1991 et 1992.

- Ministère des Finances, Direction des Assurances et de la Prévoyance Sociale. **Compte rendu de l'activité des entreprises d'assurances et de réassurances et des principaux régimes de prévoyance sociale 1992**. Rabat, Minist. des Finances, 1993, 229 p.

- Ministère chargé de l'Incitation de l'Économie, Direction de la Statistique. - **Annuaire statistique du Maroc 1993**. Rabat, Dir. de la Statistique, 1993, 534 p.

- Ministère Chargé de l'Incitation de l'Économie, Direction de la Statistique. - **Population active urbaine 1993. Premiers résultats**. Rabat, Dir. de la Statistique, 1993, 56 p.

Enquête effectuée auprès de 31 500 ménages urbains qui nous renseigne sur la situation du marché du travail au Maroc en 1993. La sécheresse et la conjoncture internationale ont perturbé la croissance de l'économie. Seules, les branches d'activité économique telles que énergie, transports et communications, autres services et administration publique, ont enregistré des taux de croissance positifs.

- MORRISSON (Christian). - Ajustement et dépenses sociales au Maroc. *in* Les déficits publics. **Vues économiques** (4), 1993, p. 90-102.

Bilan de la politique budgétaire en matière sociale de 1983 à 1986, pour voir si les ménages ont souffert de l'ajustement en raison d'une baisse des services d'éducation, santé etc. Les dépenses sociales ont nettement baissé par habitant. Les dépenses amputées sont surtout celles d'équipement et des salaires, et non des effectifs des fonctionnaires.

- Office des Changes, Division des Études et de la Balance des Paiements. **Statistiques des échanges extérieurs du Maroc 1993**. Rabat, Office des Changes, 1993, 123 p.

État statistique de toutes les transactions économiques intervenues au cours de l'exercice 1992-1993.

– (L'Office National de l'Eau Potable : politique d'action et réalisations). *Al asas* (114-117), 1993, 17 p.

Suite d'articles régulièrement consacrés aux réalisations de l'ONEP (Office National de l'Eau Potable) qui concernent l'amélioration de la distribution régionale et rurale, les problèmes d'environnement et de pollution, les actions de sensibilisation pour l'économie de l'eau potable et la tenue à Rabat de la réunion du Conseil international de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

– Office National de Recherches et d'Exploitations Pétrolières. – **Rapport annuel 1992**. Rabat, ONAREP, 1993, 47 p.

Après un préambule qui rappelle la promulgation du code des hydrocarbures (loi 21-90) et la découverte d'un gisement de gaz naturel dans le Rharb, ainsi que les travaux du 1<sup>er</sup> séminaire d'économie pétrolière consacré à l'exploration pétrolière au Maroc, le rapport traite successivement : les permis de recherche pétrolière accordés, les conventions et activités des partenaires, l'exploration pétrolière, la production, la commercialisation, l'activité recherche-développement sur les schistes bitumineux, les ressources humaines, la formation professionnelle et l'assistance technique, les résultats financiers d'informatisation, les budgets d'équipement et de fonctionnement.

– **Programmes intégrés de développement dans les zones d'actions prioritaires. Provinces de Fès, Taounate, Taza, Chefchaouen et Al-Hoceima**. Rabat : Conseil National de la Jeunesse et de l'Avenir, CNJA, 1993, 56 p.

Les participants des trois commissions ont retenu 33 mesures pour un programme d'actions sur le monde rural, censées améliorer le système productif rural, aménager l'espace, y générer des emplois et en stabiliser la population. Des zones déséquilibrées (définies selon des critères de population, migration, chômage, taux de production par habitant) sont prioritaires. La « zone 4 » (34 000 km<sup>2</sup>, 3 millions d'habitants, regroupant 4 provinces et une grande ville) qui présente une grande diversité de reliefs, de potentialités humaines, agricoles, hydrauliques, énergétiques, touristiques, a été choisie pour la mise en œuvre de ce premier programme.

– REFASS (Mohamed), coord. – **Tanger. Espace, économie et société. in Rencontre scientifique de Tanger. 3**. Rabat, Univ. Mohamed V, 1993, 186 p. Les auteurs de langues française et anglaise (chercheurs en sciences humaines et de la nature, techniciens, économistes) ont dressé un bilan du Tangérois dans les domaines suivants : 1) l'espace, avec ses ressources en eau (M. Derjaj et S. Addoum), en végétaux (U. Deil), ses problèmes d'environnement du littoral de la baie de Tanger (A. Boughaba) – 2) la socio-économie : le tourisme (M. Tamsamani), les souks qui centralisent le commerce urbain (A. Boulifa) – la morphologie urbaine (R. T. Dalton, R. E. Pearson) et diplomatique de Tanger, ville internationale (H. R. Barrett), le port et la zone franche de Tanger (A. Achir et F. Rais), et le projet de liaison fixe avec le continent par Gibraltar.

– RHELLOU (Ahmed), VIGNET-ZUNZ (Jacques), ZOUGGARI (Ahmed). – Régions frontalières : réalités et attentes. *in* Unifications économiques et recompositions régionales en Méditerranée. *Revue marocaine d'économie et de droit comparé* (19), 1993, p. 147-221.

Deux communications intéressent le Maroc : A.R. « La région Tafilalet-Draa et l'unification maghrébine » : le branchement des réseaux routier et ferroviaire constitue un préalable à la coopération inter-régionale, pour désenclaver plusieurs localités ; la mobilisation des ressources en eau doit aussi se faire conjointement. « Le Maghreb reste une utopie toujours possible, sa réalisation passe nécessairement par le Sahara ». J.V.Z. et A.Z. : au carrefour de l'Europe et de l'Afrique, Gibraltar doit devenir un détroit libre. L'importance de ce détroit est liée au fait qu'il met en contact deux communautés : CEE, UMA ; deux pays l'Espagne et le Maroc ; deux sous-régions : le Rif occidental et l'Andalousie bétique, portions du même arc montagneux.

– SADIK (Ahmed). – Régionalisation, intégration et développement des zones frontalières. *in* Oujda un millénaire. *Revue Maroc-Europe* (5), 1993, p. 153-157.

Comparaisons et implications des diverses options politiques permettant le développement national à travers les mécanismes nationaux de soutien aux zones déshéritées ou retardées. Antinomiques en apparence, régionalisation ou intégration font appel à la solidarité. Leurs effets se complètent et sont générateurs de bien être économique et social.

– SAKROUHI (Allal). – Urbanisation, littoralisation et environnement : le cas du Rif. *in* Espaces et régions. *Revue Maroc-Europe* (4), 1993, p. 115-141.

La façade méditerranéenne du Maroc de Tanger à Saïdia est caractérisée depuis les années soixante par les fortes mutations socio-économiques, par l'émigration, la transformation de l'organisation de l'espace et l'urbanisation. Comment maîtriser cette évolution, et les aspects relatifs à la production à l'aménagement et à l'environnement.

– SOBH (Samir). – Le système bancaire marocain fait peu neuve. *Arabies* (75), mars 1993, p. 41-44.

L'année en cours verra la naissance d'une réforme de la loi bancaire, tendant à contribuer au financement du développement du pays. Le système bancaire sera-t-il prêt pour autant à affronter la grande ouverture sur l'extérieur ?

– VELASCO GARCIA (Marcos), SAEZ FERNANDEZ (Francisco), ROJO (Teresa). – Facteurs de production et internationalisation des espaces méditerranéens. *in* Unifications économiques et recompositions régionales en Méditerranée. *Revue marocaine d'économie et de droit comparé* (19), 1993, p. 347-417.

– ZHIRI-OUALALOU (T.). – Périphérie des villes et transports périphériques. *Annales marocaines d'économie* (4), 1993, p. 39-58.

A partir d'une enquête qualitative, l'auteur présente une description des transports informels dans la Wilaya de Rabat-Salé. Une information abondante est fournie sur les spécificités de ce mode de transport, son organisation, sa configuration spatiale et la demande à laquelle il répond (Cnrs-Francis).

## TUNISIE

– Agence Tunisienne de Communication Extérieure. – **1992-1996 : une nouvelle étape dans le processus de développement de la Tunisie.** Tunis, ATCE, 1993, 27 p.

Orientations et options du VIII<sup>e</sup> plan quinquennal : Constat sur la période 1987-1991 ; buts poursuivis : accélération du processus de croissance, approfondissement et achèvement des réformes (libéralisation économique, incitation à l'investissement, réforme financière, assouplissement de la réglementation des changes) ; rôle accru du secteur privé ; participation de l'État aux infrastructures, rationalisation des dépenses budgétaires, dynamisation de la coopération internationale au niveau de créneaux porteurs pour l'investissement étranger.

– Agence Tunisienne de Communication Extérieure. – **Connaître la Tunisie.** Tunis, ATCE, oct. 1993, 99 p.

Guide sur la Tunisie qui regroupe des données de différents types à savoir : des données de base géographiques, historiques et démographiques. Ce document dresse également un schéma de la Tunisie dans le domaine des affaires sociales, culturelles, économiques et financières.

– AYADI (Mohamed), MATOUSSI (Mohamed Salah). – Analyse microéconomique du coût de l'enfant : application sur les données individuelles tunisiennes de consommation revenu. *Revue tunisienne d'économie et de gestion* (11), juin 1993, p. 11-47.

Sur la base d'une information statistique abondante, les auteurs essayent quelques modèles micro-économiques pour estimer et évaluer le coût d'un enfant supplémentaire par milieu géographique, par niveau de revenus, pour différentes tailles de ménages en Tunisie. Pour estimer le coût additionnel supporté par le ménage suite à l'arrivée d'un enfant, les auteurs s'appuient essentiellement sur des variables socio-démographiques au sein d'une fonction d'utilité Stone et Geary. Cette analyse va dans le sens d'un effort de modélisation.

– BELHEDI (A.). – Les facteurs d'organisation de l'espace national tunisien. *L'espace géographique*, vol. 22 (2), 1993, p. 113-124.

L'analyse factorielle de l'espace tunisien en composantes principales de 49 variables dans 32 zones homogènes a permis de mettre en évidence les facteurs d'organisation spatiale dont le premier exprime le développement socio-économique, et représente 40% de la variance, les autres relevant de l'action de l'État, du milieu naturel et de sa mise en valeur, de l'héritage. L'évolution de 1956 à 1989 montre la continuité des processus d'organisation, l'ambiguïté de l'action de l'État et les disparités croissantes entre les différentes zones (Cnrs-Francis).

– BERBÈCHE (Mohamed). – Le fonds de promotion des exportations (FOPRODEX) et ses interventions. *Finances et développement au Maghreb* (12), juin 1993, p. 104-108.

Cet article traite des domaines de modalités d'intervention du Fonds de Promotion des Exportations (FOPRODEX : loi décembre 1984 et décrets de 1985 modifiés en 1988) puis fait le bilan de ses interventions en Tunisie en 1992. Le fonds intervient au niveau d'opérations d'exportations (soutien automatique pour le transport et octroi irrégulier de primes d'encouragement) et finance des opérations de promotion (prospection de marchés extérieurs, études de marché, participation aux foires et salons etc...).

– BOUSSOFARA (S.). – **Acquisition et maîtrise technologique dans les entreprises tunisiennes.** Th. Doct., dir. H. Savall, 1993.

– BUCKMAN (D.). – Tunisia : energy independence is in the balance. *Petroleum Economist*, vol. 60 (4), 1993, p. 22-23.

Alors que le spectre de la dépendance énergétique vis-à-vis des importations de pétrole revient hanter le gouvernement tunisien, l'article fait le point sur l'exploitation de nouveaux champs de pétrole et sur l'activité des compagnies pétrolières étrangères en Tunisie (Cnrs-Francis).

– C.L. – Le secteur de la chimie réalités et perspectives : les molécules de demain. (Dossier). *Conjoncture études et informations économiques* (171), mai 1993, 12 p.

Présentation de la situation de l'industrie chimique en Tunisie et en particulier sa dépendance vis-à-vis des fournisseurs étrangers. Ce sont les industries pharmaceutiques qui se sont montrées les plus dynamiques principalement à cause des mesures incitatives mises en place par l'État.

– CHERIF (A.), ZAOUALI (J.), ZOGLAMI (O.), MASMOUDI (A.), ROMDHANE (M.), MKACHER (A.), SALEM (A.), OUESLATI (A.), MHENNI (A.), BEN NACEUR (L.). – **La Pêche en Tunisie : pêche côtière et environnement.** *Actes des séminaires 1992-1993.* Univ. Tunis I., Centre d'Études et de

Recherches Économiques et Sociales. Tunis, CERES, 1993, 254 p. et 36 p. (Cahier du CERES. Géographie ; 9).

A partir d'enquêtes auprès de pêcheurs et paysans-pêcheurs, et dans le cadre d'un Programme National Mobilisateur, les auteurs ont étudié : les ressources halieutiques de la région de Bizerte, et le complexe pêche-agriculture ; la pêche dans les lagunes (lacs de Bizerte et d'Ichkeul) ; la pêche côtière, plus particulièrement sur les côtes septentrionales ; les techniques et engins utilisés, dont le chalut à Sfax ; l'exportation des produits marins ; l'environnement marin, les milieux naturels et les ports du littoral de Ghar el-Mehl ; l'action des ultra-sons sur les Dauphins. Ces études sont précédées d'un bilan de la pêche côtière tunisienne et d'un plan de développement.

– DLALA (Habib). – **Structuration et fonctionnement de l'espace tunisien (approche macroscopique)**. Tunis, Univ. Tunis I, 1993, 534 p. (Public. de la Fac. des Sc. Hum. et Sociales. Série 2 ; 36).

Dans cet ouvrage, tiré de sa thèse d'État, l'auteur traite successivement, de la formation et transformation de l'espace industriel tunisien depuis l'indépendance, de la structure de la répartition géographique des industries tunisiennes et enfin, des structures relationnelles du système spatio-industriel tunisien et du fonctionnement de ses sous-systèmes.

– EL MANOUBI (Khaled). – **Industrialisation et compétitivité de la Tunisie**. Tunis, l'Or du Temps, 1993, 160 p. (Opinions).

(Analyse *supra*).

– FAOUZI (Jilani). – Les mutations du système financier. *in* Avenirs maghrébins. *Les Cahiers de l'Orient* (31), juil.-sept. 1993, p. 159-167.

Présentation de l'évolution de l'économie tunisienne de l'indépendance à nos jours. A partir de 1986 on assiste à une libération progressive de l'économie et à une restructuration avec en particulier l'instauration d'un véritable marché monétaire.

– HASSAIRI (Abdelmajid). – La problématique du financement de la PME en Tunisie. *Finances et développement au Maghreb* (12), juin 1993, p. 39-44.

L'auteur rappelle d'abord les objectifs poursuivis dans l'incorporation des PME dans le processus industriel ; il tente une définition de la PME et note leur contribution économique et sociale dans le processus de développement. Puis il évoque les PME dans l'économie tunisienne et cite l'ensemble des problèmes qu'une PME rencontre au niveau de sa création, puis de sa gestion (sur le plan de son développement interne et celui de son environnement). Comme principaux problèmes sont notés : le financement, le manque de capacités techniques et d'aptitude à la gestion (financières, gestion de la production, gestion commerciale, gestion du personnel).

– HENIA (Latifa). – **Climat et bilans de l'eau en Tunisie : essai de régionalisation climatique par les bilans hydriques**. Tunis, Univ. Tunis I., 1993, 391 p. (Public. de la Fac. des Sc. Hum. et Soc. Géographie ; 26).

Ce travail de recherche, issu d'une thèse de Doctorat d'État soutenue en 1987, porte sur plusieurs questions. Quelles sont les véritables régions climatiques en Tunisie ? Qu'est ce qui fait l'individualité de chacune d'elles ? Où se situent spatialement leurs limites ? Et enfin, quelle est, parmi les méthodes utilisées par les auteurs, celle qui traduit le mieux la réalité climatique du pays. L'auteur aborde plusieurs problèmes soulevés par l'étude des bilans hydriques en Tunisie. Il aboutit, par ses recherches à des résultats qui pourraient être utiles pour ceux qui s'occupent du développement agricole et des problèmes de l'eau dans le pays.

– KRIMI (K.). – Acheter tunisien : l'esquisse d'une stratégie. *Conjoncture études et informations économiques* (172), juin 1993, 8 p.

L'entreprise tunisienne encore jeune est mise en situation de vive concurrence par rapport au marché extérieur. Face à cette situation l'entreprise tunisienne doit adopter

une nouvelle stratégie pour favoriser la production et la commercialisation de produits très compétitifs et présentant un bon rapport qualité-prix.

– KRIMI (K.), resp. – Banques : pour un nouveau départ. *Conjoncture* (167), déc. 1992, 12 p. (Reçu en 1993).

Le système bancaire et financier tunisien aura la lourde responsabilité de soutenir et d'appuyer l'œuvre de restructuration, de modernisation et de libéralisation de l'économie tunisienne engagée depuis 1986. Pour mener à bien cette tâche les banques devront s'adapter aux nouvelles exigences du marché, se désendetter, innover et s'ouvrir sur l'extérieur.

– KRIMI (K.). – La mobilisation des ressources extérieures : les enjeux. *Conjoncture études et informations économiques* (173), juil. 1993, 12 p.

Pour la période du VIII<sup>e</sup> plan les besoins de la Tunisie sont estimés à 7840 MD à mobiliser sous forme de dons, d'investissements directs, de crédits à long et à moyen termes. Il faut donc réunir les conditions les plus attractives pour les investisseurs particuliers et pour les fournisseurs d'aide au développement.

– KRIMI (K.). – Tourisme : un secteur performant malgré la récession. *Conjoncture études et informations économiques* (175), oct. 1993, 8 p.

Cette année malgré la persistance d'une récession économique internationale et l'émergence d'une vive concurrence, les responsables du tourisme espèrent enregistrer d'ici fin 1993 un taux de croissance de l'ordre de 5 %.

– KRIMI (K.). – L'ajustement et l'assistance aux PME. *Conjoncture études et informations économiques* (177), déc. 1993, 12 p.

La jeune industrie tunisienne va devoir s'adapter aux mutations technologiques. De plus les dévaluations successives de la monnaie et l'endettement excessif des entreprises ne leur permettent pas d'envisager une modernisation et un développement. Il faut donc assister l'entreprise locale et revoir l'encadrement.

– LARBI (Ezzedine). – Tunisia's approach toward the advanced developing country threshold. *Finances et développement au Maghreb* (12), juin 1993, p. 14-23.

Le but de cet article est de définir les conditions auxquelles on pourrait juger que la Tunisie a atteint le statut de pays dit émergent ou nouvellement industrialisé, de proposer des indicateurs permettant de mesurer ses progrès, de tenter d'évaluer la situation actuelle de la Tunisie dans cette transition et d'isoler des repères clés à surveiller pendant les prochaines années. Les données utilisées proviennent de la BIRD (1990-1991). Un tableau compare les performances de sept pays sur huit critères principaux.

– LIMAM (Zyad), GHARBI (Samir), ESSAID (Mohsen), SALEH (Mourad), FUNK (Bruno). – Tunisie : Le choc libéral. Dossier. *Jeune Afrique* (1694), 24-30 juin 1993, p. 33-69.

La Tunisie a choisi l'économie de marché et se mesure maintenant à l'économie internationale. Elle met tout en œuvre pour augmenter ses taux de croissance. Statistiques et objectifs établis par le Ministère du Plan.

– Ministère des Affaires Sociales. – **Convention collective nationale du textile**. Tunis, Les Éditions Promo-Services, s.d., 138 p.

Mise à jour jusqu'en 1995 de la convention nationale collective du textile entre l'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (Syndicat National des Filateurs et Tisseurs) et l'UGTT représentée par la Fédération Générale des Professions Diverses.

- Ministère du Plan et du Développement Régional. - **Budget économique 1993**. Tunis, Minist. du Plan, 1993, 271 p.

Le budget économique 1993 est élaboré à l'aide d'un nouveau système de comptes nationaux qui permet une représentation complète et cohérente des activités économiques et financières du pays (voir annexes méthodologique et statistique). Sont d'abord présentés les prévisions et résultats attendus pour 1992, les perspectives et le programme de la politique économique et financière de 1993 (libéralisation de l'économie, réhabilitation des mécanismes du marché et réforme du système monétaire et financier, mesures pour relancer l'investissement privé et les exportations, pour accélérer la croissance et intensifier la création d'emplois tout en préservant les équilibres financiers). Viennent ensuite les réalisations et prévisions de chacun des secteurs économiques (agriculture-pêche, industries manufacturières, énergies et mines, services tels que transport, communication, tourisme, logement, éducation-formation, santé, jeunesse-enfance et sports, culture). Suit un chapitre sur le développement régional.

- Ministère du Plan et du Développement Régional. - **Le VIII<sup>e</sup> plan en bref 1992-1996**. Tunis, Minist. du Plan, 1993, 61 p.

Synthèse des prévisions du VIII<sup>e</sup> plan de développement et présentation des objectifs, des politiques et des programmes au niveau global, au plan sectoriel et régional.

- Ministère du Plan et du Développement Régional. - **Incitations aux investissements. Guide du promoteur**. Préface de Mustapha Kamel Nabli. Tunis, Minist. du Plan, 1994, 118 p.

Ce guide s'inscrit dans le cadre général d'une analyse politique d'encouragement des investissements étrangers et autochtones. Conçu comme un manuel pratique, il vise à fournir aux opérateurs une source d'information simplifiée des dispositions légales et réglementaires. Il comporte d'une part, des dispositions générales et d'autre part, des indications spécifiques pour une meilleure information. L'auteur appuie son analyse en suivant deux axes : Premièrement, les incitations communes et spécifiques et autres avantages accordés par le Code ; Secondement, une présentation des encouragements prévus par type d'instrument, comme le dégrèvement fiscal par exemple. L'exhaustivité recherchée dans ce guide vise à permettre une meilleure compréhension des mesures prévues au titre de l'encouragement à l'investissement.

- MZABI (Hassouna). - **La Tunisie du Sud-Est. Géographie d'une région fragile, marginale et dépendante**. Univ. de Tunis I, Faculté des Sciences Humaines et Sociales, Tunis, 1993, 685 p. Th. Doct. d'État ès-Sc. Hum. et Soc., dir. Hafedh Sethom. (Géographie ; 30).

Axé sur l'étude complète de la région de Médenine, cet ouvrage est organisé en trois parties : les contraintes du milieu naturel et humain (relief, climat, hydrologie, végétation, population) ; les activités traditionnelles entre le déclin et la mutation difficile (élevage, agriculture, pêche, artisanat) ; et les sources de revenus et activités nouvelles renforçant la dépendance de la région (émigration, tourisme, autres activités tertiaires dont le commerce et l'ensemble du tertiaire étatique). Suivent des exemples d'interventions de l'État dans le domaine économique, l'industrie, l'urbanisation avec l'étude de Médenine et de Ben Gardane.

- NABLI (Mustapha Kamel). - **Le VIII<sup>e</sup> plan dans le cadre des mutations économiques internationales. Études internationales** (46), 1993, p. 7-28.

Le VIII<sup>e</sup> plan doit prendre en compte les mutations internationales, les règles de l'économie de marché, la mondialisation et les regroupements régionaux. Pour la Tunisie ceci induit des avantages et des contraintes : proximité de la CEE, élargissement des marchés à l'est, position régionale privilégiée, mais nécessité de développer un appareil économique et social capable de l'adapter. Les priorités : démocratie et participation, économie ouverte, délimitation des rôles respectifs de l'État et du secteur privé. Le plan ne doit pas être rigide mais doit assurer la coordination et la cohérence de la politique économique.

– Office des Ports Nationaux Tunisiens. – **Activités portuaires 1992**. Tunis, OPNT, 1993, 39 p.

Rapport annuel portant sur : l'activité des ports de commerce tunisiens ; le trafic des marchandises et des passagers ; mouvements de la navigation maritime (évolution du trafic par zone géographique) ; indicateurs financiers ; ressources humaines ; programme d'investissement 1991 et perspectives de développement. Suit une annexe statistique ventilant les trafics par port, par mois, par type de marchandises importées ou exportées ainsi que le trafic « passagers ».

– RABAH (Sadok). – Le gaz naturel dans un pays en voie de développement : l'expérience tunisienne – Natural gas in developing countries : the tunisian experiment. **Le Pétrole et le gaz arabes**, vol. 25 (584), 1993, p. 35-40.

Analyse de l'historique du développement du secteur gazier et de la part croissante du gaz naturel dans le bilan énergétique national, de 1971 à 1992. Présentation du réseau de gazoduc en 1993 (Cnrs-Francis).

– SAADI (A). – La maîtrise de la masse salariale et des effectifs : cas de la Tunisie. **Cahiers africains d'administration publique** (41), 1993, p. 113-117.

Indépendamment de toute mesure politique d'augmentation des salaires, la masse salariale en Tunisie évolue d'année en année de l'ordre de 2 à 3 % (Cnrs-Francis).

– SCHAAPER (Johannes). – Circuit économique et multiplicateur dynamique : une analyse markovienne appliquée à la Tunisie. **Revue tunisienne d'économie et de gestion** (11), Juin 1993, p. 49-81.

Constatant le côté statique du multiplicateur keynésien, l'auteur essaie de greffer des multiplicateurs matriciels afin de le redynamiser. Cette approche théorique est appliquée au cas de la Tunisie. Alors que l'auteur établit des rapports abstraits entre la comptabilité sociale, la matrice du circuit économique et le temps de circuit, la démonstration ne rend pas compte des prévisions conjoncturelles pour la Tunisie entre 1981 et 1986, ce que visait l'article. Le texte est étayé par une courte bibliographie et une série de graphiques et de diagrammes.

– S.A. – Budget de l'État 1993. in Spécial budget. **Conjoncture** (168), janv.-fév. 1993, p. 37-53.

Ce budget, est le deuxième de la mise en application du 8<sup>e</sup> plan de développement économique et social.

– T.H. – Bilan des douze mois 1992. in Spécial budget. **Conjoncture** (168), janv.-fév. 1993, 20 p.

L'économie a enregistré en 1992 des résultats meilleurs au niveau de la production, de l'emploi de la maîtrise de l'inflation et des équilibres intérieurs malgré la persistance de certaines pressions sur les paiements extérieurs et le retard de la reprise de l'investissement dans le secteur des industries manufacturières.

– Tunisia. Country report. Analysis of economic and political trends every quarter. **Country report** (1,2,3,4), 15 fév. au 25 oct. 1993, 105 p.

– Tunisia 1993-94. **Country profile**, nov. 1993, 26 p.

Analyse politique et économique de la Tunisie. Le paysage politique est présenté depuis l'arrivée du Président Ben Ali (1987). Puis chaque secteur est traité, statistiques à l'appui (emploi, agriculture, industrie, énergie, construction, tourisme, import, export...), montrant l'évolution, les points forts et les points faibles depuis 1990.

- ZOUARI (Ali), ZGHAL (Riadh), MAHFOUDH (Faouzi), dir. - **La Dynamique économique à Sfax entre le passé et le présent.** Sfax, A.S.M.S., 1993, 374 p.

Onze chercheurs de langue française se sont intéressés à différents aspects économiques de Sfax et de sa région : « La dynamique du géosystème steppique sahélien de Sfax » (A. Ben Ayed), « Le système économique de la médina de Sfax » (N. Attia et T. Saïah), « Marchandise-type et dynamique des activités marchandes de la médina » (N. Chtourou), « Le capital entrepreneurial sfaxial » (P.N. Denieul), « L'activité industrielle » (A. Frikha), « L'huile et l'olivier dans le monde méditerranéen » (T. Mansouri), « L'évolution socio-économique : le cas des jardins sfaxiens » (T. Megdche).

## Bibliographie en langue arabe

- أبو سنينة (محمد عبد الجليل). - الآفاق المستقبلية للمديونية الخارجية للأقطار العربية وأثارها على النمو الاقتصادي في الوطن العربي.

'ABŪ SNĪNA (MUḤAMMAD 'ABD al-ĠALĪL). - Les perspectives de l'endettement extérieur des pays arabes et ses effets sur le développement dans le monde arabe. *Annales marocaines d'économie*, vol. 1 (4), avr.-juin 1993, p. 31-61.

Les effets de l'endettement sur les pays arabes pris séparément sont plus sérieux et plus graves que lorsque ces derniers sont examinés de manière globale. Ces pays essaient d'abord de trouver des liquidités auprès des sources officiellement reconnues avant de recourir à un financement privé de la dette et en dernier ressort aux instances multinationales. Le grave problème tient au fait que cette dette, contractée selon les conditions du marché financier au présent, subit les fluctuations de ce marché, toujours à la hausse. Par contre les prix des matières exportées par les pays arabes n'ont connu que des tendances à la baisse. D'où le dilemme !

- بادي (يوسف محمد). - مشاكل التمويل والاقتراض الخارجي ودور التكامل الاقتصادي العربي (الأثار والبدائل).

BĀDĪ (YŪSUF MUḤAMMAD). - Les problèmes de financement et d'emprunt extérieur et le cycle de complémentarité économique arabe (les conséquences et les alternatives). *Annales marocaines d'économie*, vol. 2 (5), juin-sept. 1993, p. 51-74.

Etude et analyse des effets de la dette extérieure des pays arabes ; des effets de la crise sur les pays créditeurs ; des avoirs et des investissements arabes à l'étranger des alternatives à l'endettement et aux avoirs arabes en Occident.

- جدواني (ل. م.). - آفاق تطور سياسة التجارة الخارجية.

ĠIDWĀNĪ (L.M.). - GIDWA-NI- (L.M.). - Politique du commerce extérieur : évolution et perspectives. *Revue algérienne des relations internationales* (24), avr.-juin 1993, p. 33-41.

Une véritable liberté du commerce extérieur passe par la constitution d'un matelas de réserves de change confortable et par la convertibilité du dinar. En attendant, l'instauration du taux de change multiple et du marché libre de la devise peuvent contribuer à améliorer la situation et redynamiser le commerce.

- الرميلي (بوجمعة) . - في تقييم ست سنوات من التحرير الإقتصادي : ماذا أصلح برنامج الإصلاح الهيكلي ؟

ar-RMĪLĪ (BŪĠUM'A). - Bilan de six années de libéralisme économique : réajusté par le programme de réajustement structurel ? *aṭ-Tariq al-ġadīd* (05), janv.-fév. 1993, p. 32-35.

Analyse comparée entre une période de 6 ans avant l'application par la Tunisie du réajustement structurel et une période de 6 ans après cette application. Pour ce bilan l'auteur utilise dix indicateurs économiques comme critères de comparaison.

- ستهم (حافظ). - القطاع السياحي في تونس، الحصيلة والآفاق المستقبلية.

SITHUM (HĀFĪZ). - Le secteur touristique en Tunisie : le bilan et les perspectives d'avenir. Tunis : Cérès Productions, 1993, 147 p.

- شحاتة (إبراهيم). - نحو الإصلاح الشامل.

ŠAHĀTA ('IBRĀHĪM). - Vers la réforme totale. Safat : Dār Su'ād aṣ-Šabāh, 1993, 496 p.

Cet ouvrage, centré sur le thème de la réforme, analyse les moyens du changement vers le développement économique du monde arabe afin de le libérer de la misère et du sous-développement. Ainsi, sont abordés les programmes de prospective pour une réforme économique, l'encouragement à l'investissement arabe et étranger en Egypte et dans les pays arabes en général, puis sont envisagées les solutions pour une véritable réforme administrative et une révision des liens entre développement et Banque Mondiale.

- عبد الأوي (محمد). - بعض مظاهر التحولات المجالية والسوسيو - إقتصادية الحديثة بالريف الأوسط العالمي.

'ABD al-LĀWĪ (MUHAMMAD). - Quelques aspects des mutations spatiales et socio-économiques récentes dans le haut Rif central. *Mağallat kulliyat al-'ādāb bi tiṭwān* (6), 1993, p. 206-225.

Traditionnellement défavorisé, le haut Rif central se caractérise par un manque chronique d'équipements de base, une forte émigration doublée d'un exode intérieur, un faible niveau de vie puisant ses maigres ressources à une économie de montagne. La culture du pavot a graduellement généré un autodéveloppement (forage de puits, cultures vivrières, élevage) et une strate sociale urbaine dont la puissance ne laisse aucune autorité aux agents de l'Etat en place.

- العليج (محمد) . - أنظمة الحوافز وأثرها على نشاط المقاولات .

al-'ILĠĠ (MUHAMMAD). - Les systèmes de motivation et leur conséquences sur l'activité des entreprises. *Annales marocaines d'économie*, vol. 2 (5), juin-sept. 1993, p. 35-50.

Théorie économique sur la problématique de "l'investissement dans le capital humain".

- العوفي (نور الدين) . - مديح الاقتصاد المدني .

al-'AWFĪ (NŪR ad-DĪN). - Eloge de l'économie civile. *Annales marocaines d'économie*, vol. 1 (4), avr.-juin 1993, p. 5-9.

Présentation synthétique des principaux thèmes de réflexion autour desquels s'articulait un programme de recherche que Mohamed Salahdine, disparu tragiquement dans un accident de la route le 28 décembre 1992, avait initié et qui reste ouvert. Salahdine était professeur et chercheur à la faculté de droit de Fès.

- قويعة (رضا). - تطوّر سوق العمل ببلدان المغرب العربي، واقعه وأفاقه.

QWĪ'A (RIDĀ). - Evolution du marché du travail au sein des pays du Maghreb : réalité et perspectives, *Revue tunisienne d'économie et de gestion* (11), 1993, p. 9-34.

Après un bref exposé de la problématique générale du travail au sein des pays du Maghreb, l'auteur souligne l'importance de l'évaluation spécifique à chaque pays. Mais il déplore la rareté des données statistiques surtout pour la Libye et la Mauritanie. L'auteur a opté pour une analyse compréhensive et comparative alliant les mécanismes d'une déréglementation internationale aux difficultés de réalisation des stratégies locales en terme de politiques d'emploi. Plusieurs axes ont été définis pour réguler l'offre et la demande sur le marché des facteurs. Compte tenu de la diversité des éléments constitutifs du phénomène du chômage (économique, démographique, socio-politique), l'auteur préconise une politique économique volontariste : 1 - contrôle des naissances, 2 - restructuration des secteurs traditionnels susceptibles de créer des emplois (agriculture, artisanat, réforme de la formation professionnelle).

- الكثيري (مصطفى) . - الشراكة في المعاملات الاقتصادية.

al-KTĪRĪ (MUṢṬAFĀ). - Partenariat économique et développement. *Annales marocaines d'économie*, vol. 2 (6), sept.-déc. 1993, p. 5-12.

Les progrès technologiques et l'interpénétration ainsi que les complémentarités économiques donnent au concept de partenariat un poids quasi vital pour les économies en voie de développement. Aujourd'hui, les grands ensembles régionaux fleurissent un peu partout dans le monde. Tout isolationnisme est pratiquement synonyme de déclin et mort économique. Le partenariat s'avère donc être aujourd'hui et demain la voie du développement.

- الكثيري (مصطفى) . - متطلبات التنمية الاقتصادية والاجتماعية لمنطقة دكالة .

al-KTĪRĪ (MUṢṬAFĀ). - Les exigences du développement économique et social de la région de Doukkala. *Annales marocaines d'économie*, vol. 2 (5), juin-sept. 1993, p. 5-15.

Les exigences du développement économique et social de la région de Doukkala tiennent en cinq points : l'extension de la zone irriguée ; privilégier les cultures de transformation et les cultures industrielles ; l'extension et la diversification des pôles industriels ; l'emploi et la gestion des ressources humaines ; la formation professionnelle industrielle, technique et technologique.

- الكثيري (مصطفى). - نظام الضرائب والجبایات والرسوم المستحقة للجماعات المحلية وهيئاتها .

al-KTĪRĪ (MUṢṬAFĀ). - Le système fiscal des collectivités locales. *Annales marocaines d'économie*, vol. 1 (4), avr.-juin 1993, p. 11-18.

Les collectivités locales sont entrées dans l'univers de la fiscalité sans en maîtriser les mécanismes, demeurés investis par l'autorité centrale.

- كواسني (م.ك.). - الاتجاهات الكبرى للتجارة الخارجية وانعكاساتها على البلدان النامية .

KAWĀSNĪ (M.K.). - Les grandes tendances du commerce international et leurs implications pour les pays en développement. *Revue algérienne des relations internationales* (24), avr.-juin 1993, p. 6-32.

Faire en sorte que les pays en développement s'intègrent plus rapidement à un système commercial international mu par un dynamisme durable ; les pays en développement auront besoin d'un appui international pour accroître l'investissement dans les biens et services marchands, améliorer leurs compétences technologiques et mettre en place une infrastructure économique et humaine.

- المغرب في أرقام .

Ministère des Affaires Economiques et Sociales, Banque Marocaine du Commerce Extérieur, BMCE, Casablanca. - Le Maroc en chiffres. s.d., 143 p.

- منيسي (أحمد). - السوق السوداء للدولار في ليبيا : الأسباب والآثار .

MUNĪSĪ ('AHMAD). - Le marché noir du dollar en Libye : causes et effets. *Annales marocaines d'économie*, vol. 2 (6), sept.-déc. 1993, p. 13-29.

A partir de l'année 1979 le secteur privé qui occupait près 72 % de la main-d'oeuvre libyenne ne représentait plus que 25 % du marché national. L'étatisation est devenue la clé de voûte du système libyen jusqu'à l'embargo. L'Etat a alors libéré l'économie et encouragé l'initiative privée. Le marché noir du dollar est l'avatar du système. Ce marché participe de la survie d'une économie menacée d'étouffement.

- الهرماسي (عبد اللطيف). - الدولة والتنمية في المغرب العربي : تونس أنموذجاً .

al-HARMĀSĪ ('ABDALLATĪF). - L'Etat et le développement au Maghreb arabe : le cas de la Tunisie. Tunis : Cérès Productions, 1993, 268 p. (Horizons maghrébins).